

LE PROJET DE
CONSTITUTION DE L'UE

L'édition conviviale, avec ses mises en évidence, ses annotations dans la marge et son index destiné à vous aider à parcourir le document.

INTRODUCTION

Voici le nouveau projet de Constitution de l'UE élaboré par la Convention sous la direction de l'ancien Président de la République française, M. Valéry Giscard d'Estaing.

Nous l'avons rendu "convivial" et en avons renforcé la lisibilité en mettant en évidence les mots les plus importants. Ces mises en évidence ne font pas partie de la Constitution. Toutefois, le fait de parcourir les mots mis en évidence vous permettra d'en comprendre rapidement le fond.

Nous avons également ajouté des remarques et observations dans la marge pour faciliter la compréhension du fond.

Enfin, tous les termes difficiles sont expliqués de manière simple et claire.

Nos éditions conviviales vous sont destinées à titre gratuit à des fins non commerciales. N'hésitez pas à télécharger l'intégralité du texte sur votre propre ordinateur.

Le présent document est basé sur les documents officiels de la Convention disponibles sur <http://european-convention.eu.int>

Cordialement vôtre,

Jens-Peter Bonde
Député européen
Téléphone: 0032 2 28 45 167
E-mail: jbonde@europarl.eu.int
www.bonde.com

DV\503109FR.doc

Traduction externe

TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE	03
<u>PARTIE I</u>	04
TITRE I : DÉFINITION ET OBJECTIFS DE L'UNION	04
TITRE II : LES DROITS FONDAMENTAUX ET LA CITOYENNETÉ DE L'UNION	06
TITRE III : LES COMPÉTENCES DE L'UNION	08
TITRE IV : LES INSTITUTIONS DE L'UNION	12
TITRE V : L'EXERCICE DES COMPÉTENCES DE L'UNION	23
TITRE VI : LA VIE DÉMOCRATIQUE DE L'UNION	33
TITRE VII : LES FINANCES DE L'UNION	36
TITRE VIII : L'UNION ET SON ENVIRONNEMENT PROCHE	38
TITRE IX : L'APPARTENANCE À L'UNION	38
<u>PARTIE II : LA CHARTE DES DROITS FONDAMENTAUX</u>	41
<u>PARTIE IV : DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES</u>	55
ANNEXE I : PROTOCOLE SUR LE RÔLE DES PARLEMENTS NATIONAUX DANS L'UNION EUROPÉENNE	59
ANNEXE II : PROTOCOLE SUR L'APPLICATION DES PRINCIPES DE SUBSIDIARITÉ ET DE PROPORTIONNALITÉ	62
ANNEXE III : PROTOCOLE SUR LA REPRÉSENTATION DES CITOYENNES ET DES CITOYENS AU PARLEMENT EUROPÉEN ET LA PONDÉRATION DES VOIX AU CONSEIL	65
DÉCLARATION ANNEXÉE À L'ANNEXE III : BULGARIE ET ROUMANIE	68
INDEX	69

*Les annotations dans
la marge ne font pas
partie du projet de
Constitution*

Projet de
**TRAITE INSTITUANT UNE CONSTITUTION POUR
L'EUROPE**

- The reader friendly edition

PRÉAMBULE

*Χρῶμεθα γὰρ πολιτείᾳ... καὶ ὄνομα μὲν διὰ τὸ μὴ ἐς ὀλίγους ἂ
οἰκεῖν δημοκρατία κέκληται.*

*Notre Constitution ... est appelée démocratie parce que le pouvoir est entre
les mains non d'une minorité, mais du plus grand nombre.*

*hucyd
ide II,
37*

Conscients que l'Europe est un continent porteur de civilisation; que ses habitants, venus par vagues successives depuis les premiers âges de l'humanité, y ont développé progressivement les valeurs qui fondent l'humanisme: l'égalité des êtres, la liberté, le respect de la raison,

S'inspirant des héritages culturels, religieux et humanistes de l'Europe, dont les valeurs, toujours présentes dans son patrimoine, ont ancré dans la vie de la société sa perception du rôle central de la personne humaine et de ses droits inviolables et inaliénables, ainsi que du respect du droit,

Convaincus que l'Europe désormais réunie entend poursuivre cette trajectoire de civilisation, de progrès et de prospérité, pour le bien de tous ses habitants, y compris les plus fragiles et les plus démunis; qu'elle veut demeurer un continent ouvert sur la culture, sur le savoir et sur le progrès social; et qu'elle souhaite approfondir le caractère démocratique et transparent de sa vie publique, et œuvrer pour la paix, la justice et la solidarité dans le monde,

Persuadés que les peuples de l'Europe, tout en restant fiers de leur identité et de leur histoire nationale, sont résolus à dépasser leurs anciennes

divisions et, unis d'une manière sans cesse plus étroite, à forger leur destin commun,

Assurés que, « Unie dans sa diversité », l'Europe leur offre les meilleures chances de poursuivre, dans le respect des droits de chacun et dans la conscience de leurs responsabilités à l'égard des générations futures et de la planète, la grande aventure qui en fait un espace privilégié de l'espérance humaine,

Reconnaissants aux membres de la Convention européenne d'avoir élaboré la présente Constitution au nom des citoyens et des États d'Europe,

[Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions qui suivent:]

PARTIE I

TITRE I: DÉFINITION ET OBJECTIFS DE L'UNION

Établie par les citoyens et les États

Article 1: Établissement de l'Union

Les États membres confèrent des compétences à l'UE

1. Inspirée par la volonté des citoyens et des États d'Europe de bâtir leur avenir commun, cette Constitution établit l'Union européenne, à laquelle les États membres confèrent des compétences pour atteindre leurs objectifs communs. L'Union coordonne les politiques des États membres visant à atteindre ces objectifs et exerce sur le mode communautaire les compétences qu'ils lui transfèrent.

Ouverte aux États européens qui partagent ses valeurs
Les valeurs de l'Union

2. L'Union est ouverte à tous les États européens qui respectent ses valeurs et qui s'engagent à les promouvoir en commun.

Article 2: Les valeurs de l'Union

La dignité, la liberté, la démocratie, l'égalité, l'état de droit, les droits de l'homme, ainsi que la tolérance, la justice, la solidarité et la non-discrimination doivent être acceptés par tous

L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'état de droit, ainsi que de respect des droits de l'Homme. Ces valeurs sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la tolérance, la justice, la solidarité et la non-discrimination.

Objectifs de l'Union

Article 3: Les objectifs de l'Union

Paix, valeurs et bien-

1. Le but de l'Union est de promouvoir la paix, ses valeurs et le bien-être

être

Espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures et un marché unique où la concurrence est libre

Développement durable, croissance équilibrée, progrès social, plein emploi, protection de l'environnement, progrès scientifique et technique, lutte contre l'exclusion sociale, promotion de la justice sociale, égalité entre femmes et hommes, solidarité entre les générations, protection des enfants, respect de la diversité et défense du patrimoine européen.

Promotion de ses valeurs et de ses intérêts dans le reste du monde

La Constitution déterminera les limites de l'intervention de l'Union

Non-discrimination

Libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux.

de ses peuples.

2. L'Union offre à ses citoyennes et à ses citoyens un espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures, et un marché unique où la concurrence est libre et non faussée.

3. L'Union œuvre pour une Europe du développement durable fondé sur une croissance économique équilibrée, une économie sociale de marché hautement compétitive, visant le plein emploi et le progrès social, et un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement. Elle promeut le progrès scientifique et technique.

Elle combat l'exclusion sociale et les discriminations, et promeut la justice et la protection sociales, l'égalité entre femmes et hommes, la solidarité entre les générations et la protection des droits des enfants.

Elle promeut la cohésion économique, sociale et territoriale, et la solidarité entre les États membres.

L'Union respecte la richesse de sa diversité culturelle et linguistique, et veille à la sauvegarde et au développement du patrimoine culturel européen.

4. Dans ses relations avec le reste du monde, l'Union affirme et promeut ses valeurs et ses intérêts. Elle contribue à la paix, à la sécurité, au développement durable de la planète, à la solidarité et au respect mutuel entre les peuples, au commerce libre et équitable, à l'élimination de la pauvreté et à la protection des droits de l'Homme, et en particulier des droits des enfants, ainsi qu'au strict respect et au développement du droit international, notamment au respect des principes de la Charte des Nations Unies.

5. Ces objectifs sont poursuivis par des moyens appropriés, en fonction des compétences conférées à l'Union dans la présente Constitution.

Article 4: Libertés fondamentales et non-discrimination

1. La libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux, ainsi que la liberté d'établissement sont garanties par l'Union et à l'intérieur de celle-ci, conformément aux dispositions de la présente Constitution.

Liberté d'établissement

Interdiction de toute discrimination en raison de la nationalité

Relations Union-États membres

Obligation de respecter les identités nationales (et non les Constitutions)

Les États membres aident l'Union à mettre en œuvre le droit communautaire

Ne pas mettre en péril la réalisation des objectifs

Personnalité juridique

L'Union passera des accords contraignants avec les pays tiers dans tous les domaines d'action. Les trois piliers disparaissent.

CITOYENNETÉ DE L'UNION

Droits fondamentaux

Englobe la Charte des droits fondamentaux

La Convention des droits de l'homme du Conseil de l'Europe n'a pas d'incidence sur la primauté du droit communautaire

Les droits fondamentaux

2. Dans le domaine d'application de la présente Constitution, et sans préjudice des dispositions particulières qu'elle prévoit, est interdite toute discrimination exercée en raison de la nationalité.

Article 5: Relations entre l'Union et les États membres

1. L'Union respecte l'identité nationale de ses États membres, inhérente à leurs structures fondamentales politiques et constitutionnelles, y compris en ce qui concerne l'autonomie locale et régionale. Elle respecte les fonctions essentielles de l'État, notamment celles visant à assurer l'intégrité territoriale de l'État, à maintenir l'ordre public et à sauvegarder la sécurité intérieure.

2. En vertu du principe de coopération loyale, l'Union et les États membres se respectent et s'assistent mutuellement dans l'accomplissement des missions découlant de la Constitution.

Les États membres facilitent à l'Union l'accomplissement de sa mission et s'abstiennent de toutes mesures susceptibles de mettre en péril la réalisation des buts énoncés dans la Constitution.

Article 6: Personnalité juridique

L'Union est dotée de la personnalité juridique.

TITRE II: LES DROITS FONDAMENTAUX ET LA CITOYENNETÉ DE L'UNION

Article 7: Droits fondamentaux

1. L'Union reconnaît les droits, les libertés et les principes énoncés dans la Charte des droits fondamentaux qui constitue la Partie II de la présente Constitution.

2. L'Union s'emploie à adhérer à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. L'adhésion à cette Convention ne modifie pas les compétences de l'Union telles qu'elles sont définies dans la présente Constitution..

3. Les droits fondamentaux, tels qu'ils sont garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés

constitueront les principes généraux du droit communautaire
Citoyenneté de l'Union

Double citoyenneté : nationale et européenne

Droits et devoirs des citoyens de l'UE :

- Liberté de circulation et de séjour dans l'UE
- droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales et européennes

- protection des autorités diplomatiques des États membres

- droit d'écrire dans toute langue de l'Union et de recevoir une réponse dans la même langue

(Les droits et devoirs découlant de la Constitution européenne l'emportent sur les Constitutions nationales s'ils sont contradictoires, cf. art. 1-10)

COMPÉTENCES DE L'UNION

Principes fondamentaux

Principes régissant la délimitation des compétences de l'UE :

- Attribution : toute loi européenne doit avoir sa base juridique dans la

fondamentales et tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux États membres, font partie du droit de l'Union en tant que principes généraux.

Article 8: La citoyenneté de l'Union

1. Possède la citoyenneté de l'Union toute personne ayant la nationalité d'un État membre. La citoyenneté de l'Union s'ajoute à la citoyenneté nationale et ne la remplace pas.

2. Les citoyennes et citoyens de l'Union jouissent des droits et sont soumis aux devoirs prévus par la présente Constitution. Ils ont:

- le droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres;
- le droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen ainsi qu'aux élections municipales dans l'État membre où ils résident, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État;
- le droit de bénéficier, sur le territoire d'un pays tiers où l'État membre dont ils sont ressortissants n'est pas représenté, de la protection des autorités diplomatiques et consulaires de tout État membre dans les mêmes conditions que les nationaux de cet État;

- le droit de pétition devant le Parlement européen, de s'adresser au médiateur européen, ainsi que d'écrire aux institutions et aux organes consultatifs de l'Union dans une des langues de la Constitution et de recevoir une réponse dans la même langue.

3. Ces droits s'exercent dans les conditions et limites définies par la présente Constitution et par les dispositions prises pour son application.

TITRE III: LES COMPÉTENCES DE L'UNION

Article 9: Principes fondamentaux

1. La délimitation des compétences de l'Union est régie par le principe d'attribution. L'exercice des compétences de l'Union est régi par les principes de subsidiarité et de proportionnalité.

2. En vertu du principe d'attribution, l'Union agit dans les limites des compétences qui lui sont attribuées par les États membres dans la Constitution en vue d'atteindre les objectifs qu'elle établit. Toute compétence non attribuée à l'Union dans la Constitution appartient aux

Constitution, sinon, compétence des États membres

États membres.

- Subsidiarité : intervention de l'UE seulement si les objectifs peuvent être "mieux atteints au niveau de l'Union"

3. En vertu du principe de subsidiarité, dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, l'Union intervient seulement et dans la mesure où les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les États membres tant au niveau central qu'au niveau régional et local mais peuvent, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, être mieux atteints au niveau de l'Union.

Les parlements nationaux veillent au respect du principe de subsidiarité défini dans le protocole annexé

Les institutions de l'Union appliquent le principe de subsidiarité conformément au Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité annexé à la Constitution. Les parlements nationaux veillent au respect de ce principe conformément à la procédure prévue dans ledit Protocole.

- Proportionnalité : ne pas excéder ce qui est nécessaire

4. En vertu du principe de proportionnalité, le contenu et la forme de l'action de l'Union n'excèdent pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs de la Constitution.

Les institutions appliquent le principe de proportionnalité conformément au Protocole visé au paragraphe 3.

PRIMAUTÉ DU DROIT DE L'UNION

Le droit communautaire a la primauté sur les législations et Constitutions nationales.

Requiert l'exécution de leurs obligations par les États membres

Article 10: Le droit de l'Union

1. La Constitution et le droit adopté par les institutions de l'Union dans l'exercice des compétences qui lui sont attribuées ont la primauté sur le droit des États membres.

2. Les États membres prennent toutes mesures générales ou particulières propres à assurer l'exécution des obligations découlant de la Constitution ou résultant des actes des institutions de l'Union.

Compétences exclusives

Seule la législation communautaire peut autoriser les États membres à légiférer.

Article 11: Catégories de compétences

1. Lorsque la Constitution attribue à l'Union une compétence exclusive dans un domaine déterminé, celle-ci seule peut légiférer et adopter des actes juridiquement obligatoires, les États membres ne pouvant le faire eux-mêmes que par habilitation de l'Union ou pour la mise en œuvre des actes adoptés par celle-ci.

Compétences partagées

2. Lorsque la Constitution attribue à l'Union une compétence partagée avec

L'UE et les États membres peuvent légiférer, mais l'adoption d'une loi européenne fait disparaître le pouvoir de légiférer au niveau national

Coordination des politiques économiques

Politique étrangère, de sécurité et de défense

Mesures d'appui

Les États membres légifèrent, l'UE coordonne et peut adopter des actes juridiques sans harmonisation

Bases juridiques spécifiques établies dans la Partie III

Compétences exclusives

*- règles de concurrence applicables dans le marché intérieur
- politique commerciale
- union douanière
- politique monétaire
- ressources biologiques de la mer*

- conclusion d'accords internationaux lorsque cette conclusion affecte la compétence interne

Compétence partagée

Règle générale : il y a compétence partagée

les États membres dans un domaine déterminé, l'Union et les États membres ont le pouvoir de légiférer et d'adopter des actes juridiquement obligatoires dans ce domaine. Les États membres exercent leur compétence dans la mesure où l'Union n'a pas exercé la sienne ou a décidé de cesser de l'exercer.

3. L'Union dispose d'une compétence en vue de promouvoir et d'assurer la coordination des politiques économiques et de l'emploi des États membres.

4. L'Union dispose d'une compétence pour la définition et la mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune, y compris la définition progressive d'une politique de défense commune.

5. Dans certains domaines et dans les conditions prévues par la Constitution, l'Union a compétence pour mener des actions pour appuyer, coordonner ou compléter l'action des États membres, sans pour autant remplacer leur compétence dans ces domaines.

6. L'étendue et les modalités d'exercice des compétences de l'Union sont déterminées par les dispositions spécifiques à chaque domaine de la Partie III.

Article 12: Les compétences exclusives

1. L'Union dispose d'une compétence exclusive pour établir les règles de concurrence nécessaires au fonctionnement du marché intérieur, ainsi que dans les domaines suivants:

- la politique monétaire pour les États membres qui ont adopté l'euro,
- la politique commerciale commune,
- l'Union douanière,
- la conservation des ressources biologiques de la mer dans le cadre de la politique commune de la pêche.

2. L'Union dispose d'une compétence exclusive pour la conclusion d'un accord international lorsque cette conclusion est prévue dans un acte législatif de l'Union, qu'elle est nécessaire pour permettre à l'Union d'exercer sa compétence au niveau interne ou qu'elle affecte un acte interne de l'Union.

Article 13: Les domaines de compétence partagée

1. L'Union dispose d'une compétence partagée avec les États membres lorsque la Constitution lui attribue une compétence qui ne relève pas des

lorsqu'il n'y a pas compétence exclusive ni action d'appui

domaines visés aux articles 12 et 16.

Liste non exhaustive des compétences partagées (lorsque l'adoption d'une loi européenne fait disparaître le pouvoir de légiférer au niveau national)

2. Les compétences partagées entre l'Union et les États membres s'appliquent aux principaux domaines suivants:

- le marché intérieur,
- l'espace de liberté, de sécurité et de justice,
- l'agriculture et la pêche, à l'exclusion de la conservation des ressources biologiques de la mer,
- le transport et les réseaux transeuropéens,
- l'énergie,
- la politique sociale, pour des aspects définis dans la Partie III,
- la cohésion économique, sociale et territoriale,
- l'environnement,
- la protection des consommateurs,
- les enjeux communs de sécurité en matière de santé publique.

Domaines dans lesquels l'Union ne peut empêcher les États membres de légiférer

3. Dans les domaines de la recherche, du développement technologique et de l'espace, l'Union a compétence pour mener des actions, notamment pour définir et mettre en œuvre des programmes, sans que l'exercice de cette compétence puisse avoir pour effet d'interdire aux États membres d'exercer la leur.

Coopération au développement et aide humanitaire

4. Dans les domaines de la coopération au développement et de l'aide humanitaire, l'Union a compétence pour entreprendre des actions et pour mener une politique commune, sans que l'exercice de cette compétence puisse avoir pour effet d'interdire aux États membres d'exercer la leur.

Coordination économique

Mesures visant à assurer la coordination des politiques économiques

Article 14: La coordination des politiques économiques et de l'emploi

1. L'Union adopte des mesures en vue d'assurer la coordination des politiques économiques des États membres, notamment en adoptant les grandes orientations de ces politiques. Les États membres coordonnent leurs politiques économiques au sein de l'Union.

Règles particulières applicables aux pays de la zone euro

2. Des dispositions spécifiques s'appliquent aux États membres qui ont adopté l'euro.

Mesures visant à assurer la coordination des politiques de l'emploi

3. L'Union adopte des mesures en vue d'assurer la coordination des politiques de l'emploi des États membres, notamment en adoptant les lignes directrices de ces politiques.

Possibilité d'assurer la coordination des politiques sociales

4. L'Union peut adopter des initiatives en vue d'assurer la coordination des politiques sociales des États membres.

Politique étrangère et de sécurité

Compétente dans tous les domaines de la politique étrangère, de sécurité et de défense

Loyauté et solidarité mutuelle. S'abstenir de toute action contraire aux intérêts de l'Union

Actions d'appui

Domaines d'action d'appui

Pas d'harmonisation dans les domaines d'action d'appui

Clause de flexibilité

Extension des pouvoirs de l'UE pour la réalisation des objectifs à l'unanimité du Conseil et après approbation du PE.

Pas de ratification des parlements nationaux ni de référendums conformément aux modifications des traités

Les parlements nationaux sont tenus

Article 15: La politique étrangère et de sécurité commune

1. La compétence de l'Union en matière de politique étrangère et de sécurité commune couvre tous les domaines de la politique étrangère ainsi que l'ensemble des questions relatives à la sécurité de l'Union, y compris la définition progressive d'une politique de défense commune qui peut conduire à une défense commune.

2. Les États membres appuient activement et sans réserve la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union dans un esprit de loyauté et de solidarité mutuelle et respectent les actes adoptés par l'Union dans ce domaine. Ils s'abstiennent de toute action contraire aux intérêts de l'Union ou susceptible de nuire à son efficacité.

Article 16: Les domaines d'action d'appui, de coordination ou de complément

1. L'Union peut mener des actions d'appui, de coordination ou de complément.

2. Les domaines d'action d'appui, de coordination ou de complément sont, dans leur finalité européenne:

- l'industrie
- la protection et l'amélioration de la santé humaine
- l'éducation, la formation professionnelle, la jeunesse et le sport
- la culture
- la protection civile

3. Les actes juridiquement obligatoires adoptés par l'Union sur la base des dispositions spécifiques à ces domaines de la Partie III ne peuvent pas comporter d'harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres.

Article 17: Clause de flexibilité

1. Si une action de l'Union apparaît nécessaire dans le cadre des politiques définies dans la Partie III pour atteindre l'un des objectifs fixés par la Constitution, sans que celle-ci ait prévu les pouvoirs d'action requis à cet effet, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après approbation du Parlement européen, prend les dispositions appropriées.

2. La Commission, dans le cadre de la procédure de contrôle du principe de subsidiarité visée à l'article 9, paragraphe 3, attire l'attention des parlements

<i>informés</i>	nationaux des États membres sur les propositions basées sur le présent article.
<i>Harmonisation si la Constitution l'interdit pas</i>	3. Les dispositions adoptées sur la base du présent article ne peuvent pas comporter une harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres dans les cas où la Constitution exclut une telle harmonisation.
LES INSTITUTIONS	<u>TIT TITRE IV: LES INSTITUTIONS DE L'UNION</u>
	<u>Chapitre I - Le Cadre institutionnel</u>
	Article 18: Les institutions de l'Union
<i>Un cadre institutionnel unique pour tous les domaines de coopération (disparition des piliers)</i>	1. L'Union dispose d'un cadre institutionnel unique qui vise à: <ul style="list-style-type: none"> - poursuivre les objectifs de l'Union, - promouvoir ses valeurs, - servir les intérêts de l'Union, de ses citoyennes et citoyens et de ses États membres, et à assurer la cohérence, l'efficacité et la continuité des politiques et des actions qu'elle mène en vue d'atteindre ses objectifs.
<i>Les institutions de l'Union</i>	2. Ce cadre institutionnel comprend: <ul style="list-style-type: none"> le Parlement européen, le Conseil européen, le Conseil des ministres, la Commission européenne, la Cour de justice.
<i>...agissent dans les limites de la Constitution</i>	3. Chaque institution agit dans les limites des attributions qui lui sont conférées dans la Constitution, conformément aux procédures et dans les conditions prévues par celle-ci. Les institutions pratiquent entre elles une coopération loyale.
Le Parlement européen	Article 19: Le Parlement européen
<i>- co-légifère avec le Conseil, - exerce le contrôle politique, - approuve le Président de la Commission proposé par les Premiers ministres.</i>	1. Le Parlement européen exerce, conjointement avec le Conseil, les fonctions législative et budgétaire, ainsi que des fonctions de contrôle politique et consultatives selon les conditions fixées par la Constitution. Il élit le Président de la Commission européenne.
<i>Élections directes tous</i>	2. Le Parlement européen est élu au suffrage universel direct par les

les 5 ans, 736 membres max., min. de 4 membres par État membre, sièges restants répartis de façon dégressivement proportionnelle.

Selon une proposition du PE, cela pourrait supposer un nombre moins important de membres des plus petits États qu'actuellement.

Président du PE

Conseil européen

Les Premiers ministres Réunis lors de "sommets européens" Membres du Conseil européen

Se réunit chaque trimestre

Le Président peut convoquer des réunions supplémentaires

Décisions prises par consensus, et non à l'unanimité comme actuellement

Le Président

Nommé par les Premiers ministres pour une durée de 2 ans ½, renouvelable une fois

Fonctions du Président

citoyens européens au cours d'un scrutin libre et secret pour un mandat de cinq ans. Le nombre de ses membres ne dépasse pas sept cent trente-six. La représentation des citoyens européens est assurée de façon dégressivement proportionnelle, avec la fixation d'un seuil minimum de quatre membres par État membre.

Suffisamment longtemps avant les élections parlementaires européennes de 2009, et si besoin est par la suite en vue d'élections ultérieures, le Conseil européen adopte à l'unanimité, sur la base d'une proposition du Parlement européen et avec son approbation, une décision fixant la composition du Parlement européen, dans le respect des principes énoncés ci-dessus.

3. Le Parlement européen élit son Président et son bureau en son sein.

Article 20: Le Conseil européen

1. Le Conseil européen donne à l'Union les impulsions nécessaires à son développement et définit ses orientations et ses priorités politiques générales. Il n'exerce pas de fonction législative.

2. Le Conseil européen est composé des Chefs d'État ou de gouvernement des États membres, ainsi que de son Président et du Président de la Commission. Le ministre des Affaires étrangères de l'Union participe à ses travaux.

3. Le Conseil européen se réunit chaque trimestre sur convocation de son Président. Lorsque l'ordre du jour l'exige, les membres du Conseil européen peuvent décider d'être assistés par un ministre et, pour le Président de la Commission, par un Commissaire européen. Lorsque la situation l'exige, le Président convoque une réunion extraordinaire du Conseil européen.

4. Sauf dans les cas où la Constitution en dispose autrement, le Conseil européen se prononce par consensus.

Article 21: Le Président du Conseil européen

1. Le Président du Conseil européen est élu par le Conseil européen à la majorité qualifiée pour une durée de deux ans et demi, renouvelable une fois. En cas d'empêchement ou de faute grave, le Conseil européen peut mettre fin à son mandat selon la même procédure.

2. Le Président du Conseil européen:
- préside et anime les travaux du Conseil européen,
- en assure la préparation et la continuité en coopération avec le Président de la Commission, et sur la base des travaux du Conseil affaires générales,

Représente l'UE dans le monde pour les matières relevant de la PESC

Le Président ne peut exercer de mandat national

Le Conseil des ministres

*- légifère avec le PE,
- exerce des fonctions de définition de politiques,
- coordonne*

Statut de ministre, seule habilité à voter et à engager son État membre

Statue à la majorité qualifiée

Le "compromis de Luxembourg" n'a pas été invoqué depuis les années 1980

Conseil législatif et des affaires générales

*- coordonne le Conseil des ministres
- prépare les réunions du Conseil européen et en assure le suivi*

- œuvre pour faciliter la cohésion et le consensus au sein du Conseil européen,
- présente au Parlement européen un rapport à la suite de chacune de ses réunions.

Le Président du Conseil européen assure à son niveau et dans cette qualité, la représentation extérieure de l'Union pour les matières relevant de la politique étrangère et de sécurité commune, sans préjudice des compétences du ministre des Affaires étrangères de l'Union.

3. Le Président du Conseil européen ne peut exercer de mandat national.

Article 22: Le Conseil des ministres

1. Le Conseil des ministres exerce, conjointement avec le Parlement européen, les fonctions législative et budgétaire, ainsi que des fonctions de définition de politiques et de coordination selon les conditions fixées par la Constitution.

2. Le Conseil des ministres est composé d'un représentant nommé par chaque État membre au niveau ministériel pour chacune de ses formations. Ce représentant est seul habilité à engager l'État membre qu'il représente et à exercer le droit de vote.

3. Sauf dans les cas où la Constitution en dispose autrement, le Conseil des ministres statue à la majorité qualifiée.

Article 23: Les formations du Conseil des ministres

1. Le Conseil législatif et des affaires générales assure la cohérence des travaux du Conseil des ministres.

Lorsqu'il agit en qualité de Conseil des affaires générales, il prépare les réunions du Conseil européen et en assure le suivi en liaison avec la Commission.

Conseil législatif
- se prononce sur les lois

Lorsqu'il agit en qualité de législateur, le Conseil des ministres délibère, et se prononce conjointement avec le Parlement européen, sur les lois européennes et les lois-cadres européennes conformément aux dispositions de la Constitution. Lorsqu'il agit en cette qualité, la représentation de chaque État membre est assurée par un ou deux autres représentants au niveau ministériel dont les compétences correspondent à l'ordre du jour du Conseil des ministres.

Conseil des affaires étrangères
Présidé par le ministre des Affaires étrangères de l'UE

2. Le Conseil des affaires étrangères élabore les politiques extérieures de l'Union selon les lignes stratégiques définies par le Conseil européen, et assure la cohérence de son action. Il est présidé par le ministre des Affaires étrangères de l'Union.

Autres formations du Conseil

3. Le Conseil européen adopte une décision européenne établissant les autres formations dans lesquelles le Conseil des ministres peut se réunir.

Rotation de la présidence des formations du Conseil
- représentants des gouvernements nationaux
- mandat d'au moins un an

4. La présidence des formations du Conseil des ministres, à l'exception de celle des affaires étrangères, est assurée par les représentants des États membres au sein du Conseil des ministres selon un système de rotation égale pour des périodes d'au moins un an. Le Conseil européen adopte une décision européenne établissant les règles d'une telle rotation, en tenant compte des équilibres politiques et géographiques européens et de la diversité des États membres.

La majorité qualifiée :

Article 24: La majorité qualifiée

1. Majorité des États membres

1. Lorsque le Conseil européen ou le Conseil des ministres statuent à la majorité qualifiée, celle-ci se définit comme réunissant la majorité des États membres, représentant au moins les trois cinquièmes de la population de l'Union.

2. 60 % de la population de l'UE

(c'est-à-dire que les 3 plus grands États peuvent bloquer une décision souhaitée par 22 États membres)

Majorité super-qualifiée

2. Lorsque la Constitution n'exige pas que le Conseil européen ou le Conseil des ministres statue sur la base d'une proposition de la Commission ou lorsque le Conseil européen ou le Conseil des ministres ne statue pas à l'initiative du ministre des Affaires étrangères de l'Union, la majorité qualifiée requise est constituée des deux tiers des États membres, représentant au moins les trois cinquièmes de la population de l'Union.

1. 2/3 des États membres

2. 60 % de la population de l'UE

Jusqu'en 2009 : la majorité qualifiée correspond à 232 des 321 voix d'une majorité

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 prennent effet au 1^{er} novembre 2009, après la tenue des élections parlementaires européennes, conformément aux dispositions de l'article 19.

d'États et 62 % de la population de l'UE

Le Conseil européen peut modifier la procédure législative concernant une décision du Conseil à l'unanimité

Peut changer l'unanimité en majorité qualifiée de sa propre initiative sans ratification et référendums possibles

La Commission européenne

Rôle :

- promouvoir l'intérêt général
- surveiller l'application du droit de l'Union
- exécuter le budget
- fonctions d'exécution
- assurer la représentation extérieure, à l'exception de la politique étrangère et de sécurité commune

Monopole d'initiative :
Personne d'autre ne peut présenter une proposition d'acte législatif

Composition :

4. Lorsque la Constitution prévoit dans sa Partie III que des lois européennes et des lois-cadres européennes sont adoptées par le Conseil des Ministres conformément à une procédure législative spéciale, le Conseil européen peut, de sa propre initiative et à l'unanimité, après une période minimale d'examen de six mois, adopter une décision autorisant l'adoption de ces lois ou lois-cadres conformément à la procédure législative ordinaire. Le Conseil européen statue après consultation du Parlement européen et information des parlements nationaux.

Lorsque la Constitution prévoit dans sa Partie III que le Conseil des ministres statue à l'unanimité dans un domaine déterminé, le Conseil européen peut, de sa propre initiative et à l'unanimité, adopter une décision européenne autorisant le Conseil des ministres à statuer à la majorité qualifiée dans ce domaine. Toute initiative prise par le Conseil européen sur la base de cet alinéa est transmise aux parlements nationaux au moins quatre mois avant qu'une décision soit prise.

5. Au sein du Conseil européen, son Président et le Président de la Commission ne participent pas au vote.

Article 25: La Commission européenne

1. La Commission européenne promeut l'intérêt général européen et prend les initiatives appropriées à cette fin. Elle veille à l'application des dispositions de la Constitution ainsi que des dispositions prises par les institutions en vertu de celle-ci. Elle surveille l'application du droit de l'Union sous le contrôle de la Cour de justice. Elle exécute le budget et gère les programmes. Elle exerce des fonctions de coordination, d'exécution et de gestion selon les conditions fixées par la Constitution. À l'exception de la politique étrangère et de sécurité commune et des autres cas prévus par la Constitution, elle assure la représentation extérieure de l'Union. Elle prend les initiatives de la programmation annuelle et pluriannuelle de l'Union en vue de parvenir à des accords interinstitutionnels.

2. Sauf dans les cas où la Constitution en dispose autrement, un acte législatif de l'Union ne peut être adopté que sur proposition de la Commission. Les autres actes sont adoptés sur proposition de la Commission lorsque la Constitution en dispose ainsi.

3. La Commission consiste en un Collège composé de son Président, du

15 membres, ne correspondant plus à un membre par État membre

Système de rotation égale

- écart max. d'un mandat entre les États membres

- représente l'éventail démographique et géographique de l'Union.

Commissaires des autres États sans droit de vote

Effet à compter de 2009

Indépendance

N'accepte pas les instructions de qui que ce soit

Censure

Le PE ne peut adopter une motion de censure de la Commission qu'à titre collectif, et non de ses membres à titre individuel.

Président de la Commission

1. élu par les Premiers ministres à la majorité qualifiée

2. Le PE approuve à la majorité de ses

ministre des Affaires étrangères de l'Union/Vice-Président, ainsi que de treize Commissaires européens sélectionnés selon un système de rotation égale entre les États membres. Ce système est établi par une décision européenne adoptée par le Conseil européen sur la base des principes suivants:

- a) les États membres sont traités sur un strict pied d'égalité en ce qui concerne la détermination de l'ordre de passage et du temps de présence de leurs nationaux au sein du Collège; en conséquence, l'écart entre le nombre total des mandats détenus par des nationaux de deux États membres donnés ne peut jamais être supérieur à un;
- b) sous réserve du point a), chacun des Collèges successifs est constitué de manière à refléter d'une manière satisfaisante l'éventail démographique et géographique de l'ensemble des États membres de l'Union.

Le Président de la Commission nomme des Commissaires sans droit de vote, choisis en tenant compte des mêmes critères que pour les membres du Collège et venant de tous les autres États membres.

Ces dispositions prennent effet au 1^{er} novembre 2009.

4. La Commission exerce ses responsabilités en pleine indépendance. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, les Commissaires européens et les Commissaires ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucun organisme.

5. La Commission, en tant que Collège, est responsable devant le Parlement européen. Le Président de la Commission est responsable devant le Parlement européen des activités des Commissaires. Le Parlement européen peut adopter une motion de censure de la Commission selon les modalités figurant à l'article III-238. Si une telle motion est adoptée, les Commissaires européens et les Commissaires doivent abandonner collectivement leurs fonctions. La Commission continue à expédier les affaires courantes jusqu'à la nomination d'un nouveau Collège.

Article 26: Le Président de la Commission européenne

1. Compte tenu des élections au Parlement européen, et après des consultations appropriées, le Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée, propose au Parlement européen un candidat à la fonction de Président de la Commission. Ce candidat est élu par le Parlement européen à la majorité des membres qui le composent. Si ce candidat ne recueille pas

membres
3. En cas de non-approbation, un nouveau candidat est proposé dans un délai d'un mois

Membres de la Commission

- 3 candidats par État membre

- Le Président de la Commission désigne 13 membres

- Le PE approuve à la majorité simple

- doivent être connus pour leur engagement européen

- Mandat : 5 ans

Le Président de la Commission définit les orientations, décide de l'organisation interne, nomme des vice-présidents et peut demander la démission de Commissaires

Le ministre des Affaires étrangères de l'UE

Est nommé par les Premiers ministres à la majorité qualifiée avec l'accord du Président de la Commission

Fonctions du ministre des Affaires étrangères

la majorité, le Conseil européen propose, dans un délai d'un mois, un nouveau candidat au Parlement européen en suivant la même procédure que précédemment.

2. Chaque État membre déterminé sur la base du système de rotation établit une liste de trois personnes, parmi lesquelles les deux sexes sont représentés, qu'il estime qualifiées pour exercer la fonction de Commissaire européen. En retenant une personne sur chacune des listes proposées, le Président élu désigne les treize Commissaires européens choisis pour leur compétence et leur engagement européen et offrant toute garantie d'indépendance. Le Président, les personnes désignées pour être membres du Collège, y compris le futur ministre des Affaires étrangères de l'Union, ainsi que les personnes désignées pour être Commissaires sans droit de vote, sont soumis collectivement à un vote d'approbation du Parlement européen. Le mandat de la Commission est de cinq ans.

3. Le Président de la Commission:
- définit les orientations dans le cadre desquelles la Commission exerce sa mission,
 - décide de son organisation interne afin d'assurer la cohérence, l'efficacité et la collégialité de son action,
 - nomme des Vice-Présidents parmi les membres du Collège.

Un Commissaire européen ou un Commissaire présente sa démission si le Président le lui demande.

Article 27: Le ministre des Affaires étrangères de l'Union

1. Le Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée, avec l'accord du Président de la Commission, nomme le ministre des Affaires étrangères de l'Union. Celui-ci conduit la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union. Le Conseil européen peut mettre fin à son mandat selon la même procédure.

2. Le ministre des Affaires étrangères de l'Union contribue par ses propositions à l'élaboration de la politique étrangère commune et l'exécute en tant que mandataire du Conseil des ministres. Il agit de même pour la politique de sécurité et de défense commune.

Double fonction

Le ministre des Affaires étrangères est également Vice-Président de la Commission chargée des relations extérieures

Service extérieur établi dans la Partie III

La Cour de justice

La Cour de justice européenne et le Tribunal de grande instance (actuellement Tribunal de première instance)

Garantit le droit de recours devant l'UE

Un juge par État membre, assisté d'avocats généraux nommés d'un commun accord par les gouvernements des États membres

Compétences de la Cour de justice.

La Cour statue sur :
- les recours,
- les questions préjudicielles,
- d'autres cas.

3. Le ministre des Affaires étrangères de l'Union est l'un des Vice-Présidents de la Commission européenne. Il y est chargé des relations extérieures et de la coordination des autres aspects de l'action extérieure de l'Union. Dans l'exercice de ces responsabilités au sein de la Commission, et pour ces seules responsabilités, le ministre des Affaires étrangères de l'Union est soumis aux procédures qui régissent le fonctionnement de la Commission.

[Note 1 : L'établissement d'un Service européen commun d'action extérieure assistant le ministre sera traité dans le cadre d'une déclaration/de la partie III.]

Article 28: La Cour de justice

1. La Cour de justice comprend la Cour de justice européenne, le Tribunal de grande instance et des tribunaux spécialisés. Elle assure le respect du droit dans l'interprétation et l'application de la Constitution.

Les États membres établissent les voies de recours nécessaires pour assurer une protection juridictionnelle effective dans le domaine du droit de l'Union.

2. La Cour de justice européenne est formée d'un juge par État membre et est assistée d'avocats généraux.

Le Tribunal de grande instance compte au moins un juge par État membre; le nombre des juges est fixé par le Statut de la Cour de justice.

Les juges et les avocats généraux de la Cour de justice européenne et les juges du Tribunal de grande instance, choisis parmi des personnalités offrant toutes garanties d'indépendance et qui réunissent les conditions requises aux articles III-256 et III-257, sont nommés d'un commun accord par les gouvernements des États membres pour un mandat de six ans renouvelable.

3. La Cour de justice statue:

- sur les recours introduits par un État membre, une institution ou des personnes physiques ou morales conformément aux dispositions de la Partie III;
- à titre préjudiciel, à la demande des juridictions nationales, sur l'interprétation du droit de l'Union ou sur la validité d'actes adoptés par les institutions;

- sur les autres cas prévus dans la Constitution.

Chapitre II – Autres institutions et organes

Article 29: La Banque centrale européenne

La Banque centrale européenne

Dirige le système européen de banques centrales et conduit la politique monétaire en collaboration avec les banques centrales des pays de la zone euro

L'objectif principal réside dans le maintien de la stabilité des prix

Elle est dotée de la personnalité juridique, est la seule à pouvoir émettre l'euro et doit être indépendante

Les États membres qui n'ont pas adopté l'euro conservent leurs compétences en matière monétaire

La Banque centrale doit être consultée sur toutes les propositions dans les domaines relevant de sa compétence

*BCE = banque centrale
SEBC = l'ensemble du*

1. La Banque centrale européenne et les banques centrales nationales constituent le Système européen de banques centrales. La Banque centrale européenne et les banques centrales nationales des États membres qui ont adopté la monnaie de l'Union, l'Euro, conduisent la politique monétaire de l'Union.

2. Le Système européen de banques centrales est dirigé par les organes de décision de la Banque centrale européenne. L'objectif principal du Système européen de banques centrales est de maintenir la stabilité des prix. Sans préjudice de l'objectif de stabilité des prix, il apporte son soutien aux politiques économiques générales dans l'Union en vue de contribuer à la réalisation des objectifs de l'Union. Il conduit toute autre mission de banque centrale conformément aux dispositions de la Partie III et aux statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne.

3. La Banque centrale européenne est une institution dotée de la personnalité juridique. Elle est seule habilitée à autoriser l'émission de l'euro. Dans l'exercice de ses pouvoirs et dans ses finances, elle est indépendante. Les institutions et organes de l'Union ainsi que les gouvernements des États membres s'engagent à respecter ce principe.

4. La Banque centrale européenne adopte les mesures nécessaires à l'accomplissement de ses missions conformément aux dispositions des articles III-74 à III-81 et aux conditions fixées dans les statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne. Conformément à ces mêmes dispositions, les États membres qui n'ont pas adopté l'euro, ainsi que leurs banques centrales, conservent leurs compétences dans le domaine monétaire.

5. Dans les domaines relevant de sa compétence, la Banque centrale européenne est consultée sur tout projet d'acte de l'Union, ainsi que sur tout projet de réglementation au niveau national, et peut soumettre des avis..

6. Les organes de décision de la Banque centrale européenne, leur composition et modalités de fonctionnement sont définis aux articles III-82

<i>système</i>	à III-85, ainsi que dans les statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne.
<i>Cour des comptes</i>	Article 30: La Cour des comptes
<i>Fonctions</i>	1. La Cour des comptes est l'institution qui assure le contrôle des comptes.
<i>Un membre par État membre – totalement indépendant</i>	2. Elle examine les comptes de la totalité des recettes et dépenses de l'Union et s'assure de la bonne gestion financière. 3. Elle est composée d'un national de chaque État membre. Ses membres exercent leurs fonctions en pleine indépendance.
<i>Organes consultatifs</i>	Article 31: Les organes consultatifs de l'Union
<i>- Comité des régions - Comité économique et social</i>	1. Le Parlement européen, le Conseil des ministres et la Commission sont assistés d'un Comité des régions et d'un Comité économique et social, qui exercent des fonctions consultatives.
<i>Membres du Comité des régions</i>	2. Le Comité des Régions est composé de représentants des collectivités régionales et locales qui sont soit titulaires d'un mandat électoral au sein d'une collectivité régionale ou locale, soit politiquement responsables devant une assemblée élue.
<i>Membres du Comité économique et social</i>	3. Le Comité économique et social est composé de représentants des organisations d'employeurs, de salariés et d'autres acteurs représentatifs de la société civile, en particulier dans les domaines socio-économique, civique, professionnel et culturel.
<i>Les membres des organes consultatifs doivent être totalement indépendants</i>	4. Les membres du Comité des régions et du Comité économique et social ne doivent être liés par aucun mandat impératif. Ils exercent leur fonction en pleine indépendance, dans l'intérêt général de l'Union.
<i>Composition définie par les articles III-288 à III-294</i>	5. Les règles relatives à la composition de ces Comités, à la désignation de leurs membres, à leurs attributions et à leur fonctionnement sont définies par les articles III-288 à III-294. Les règles relatives à la composition sont revues à intervalle régulier par le Conseil sur proposition de la Commission, pour accompagner l'évolution économique, sociale et démographique de l'Union.

**EXERCICE DES
COMPÉTENCES**

TITRE V: L'EXERCICE DES COMPÉTENCES DE L'UNION

Chapitre I - Dispositions Communes

Actes juridiques

Lois, lois-cadres, règlements, décisions, recommandations et avis

Loi :

- obligatoire dans tous ses éléments, directement applicable

Loi-cadre :

- contraignante quant au résultat à atteindre, transposition par les États membres

Le règlement est désormais utilisé pour la mise en œuvre des actes législatifs. Il est soit obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable, soit contraignant quant au résultat à atteindre

Décision : obligatoire dans tous ses éléments, mais seulement pour le destinataire

Recommandations et avis : non contraignants

Il s'agit de la liste exhaustive des instruments juridiques

Procédure législative

Règle générale :

- 1. la Commission propose*
- 2. le PE et le Conseil décident :*

Article 32: Les actes juridiques de l'Union

1. Dans l'exercice des compétences qui lui sont attribuées dans la Constitution, l'Union utilise comme instruments juridiques, en conformité avec les dispositions de la Partie III, la loi européenne, la loi-cadre européenne, le règlement européen, la décision européenne, les recommandations et les avis.

La loi européenne est un acte législatif de portée générale. Elle est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

La loi-cadre européenne est un acte législatif qui lie tout État membre destinataire quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant au choix de la forme et des moyens.

Le règlement européen est un acte non législatif de portée générale pour la mise en œuvre des actes législatifs et de certaines dispositions spécifiques de la Constitution. Il peut, ou bien être obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre, ou lier tout État membre destinataire quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant au choix de la forme et des moyens.

La décision européenne est un acte non législatif qui est obligatoire dans tous ses éléments. Lorsqu'elle désigne des destinataires, elle n'est obligatoire que pour ceux-ci.

Les recommandations et les avis adoptés par les institutions n'ont pas d'effet contraignant.

2. Lorsqu'ils sont saisis d'une proposition d'acte législatif, le Parlement européen et le Conseil des ministres s'abstiennent d'adopter des actes non prévus par le présent article dans le domaine concerné.

Article 33: Les actes législatifs

1. Les lois et les lois-cadres européennes sont adoptées, sur proposition de la Commission, conjointement par le Parlement européen et le Conseil des ministres conformément aux modalités de la procédure législative ordinaire visées à l'article III-298. Si les deux institutions ne parviennent pas à un accord, l'acte en question n'est pas adopté.

a. double majorité qualifiée au Conseil
b. majorité simple au PE

Dans les cas spécifiquement prévus à l'article III-160, les lois et les lois-cadres européennes peuvent être adoptées à l'initiative d'un groupe d'États membres conformément à l'article III-298.

Dans des cas particuliers, un groupe d'États membres peut prendre l'initiative, mais ce sont toujours le PE et le Conseil qui décident

Parfois, seul le Conseil ou le PE adopte des lois, mais avec la participation de l'autre institution

2. Dans les cas spécifiques prévus par la Constitution, les lois et les lois-cadres européennes sont adoptées par le Parlement européen avec la participation du Conseil des ministres ou par celui-ci avec la participation du Parlement européen, conformément à des procédures législatives spéciales.

Actes non législatifs

Article 34: Les actes non législatifs

Les "règlements" et "décisions" sont à utiliser à des fins de délégation ou d'exécution

1. Le Conseil des ministres et la Commission adoptent des règlements européens ou des décisions européennes dans les cas visés aux articles 35 et 36 ainsi que dans les cas spécifiquement prévus dans la Constitution. Le Conseil européen adopte des décisions européennes dans les cas spécifiquement prévus dans la Constitution. La Banque centrale européenne adopte des règlements européens et des décisions européennes lorsque la Constitution l'y autorise.

Le Conseil, la Commission et la BCE peuvent adopter des recommandations

2. Le Conseil des ministres et la Commission, ainsi que la Banque centrale européenne lorsque la Constitution l'y autorise, adoptent des recommandations.

Règlements délégués

Article 35: Les règlements délégués

La Commission peut être autorisée à légiférer seule sur des éléments non essentiels (qu'entend-on par non essentiel ?)

1. Les lois et les lois-cadres européennes peuvent déléguer à la Commission le pouvoir d'édicter des règlements délégués qui complètent ou qui modifient certains éléments non essentiels de la loi ou de la loi-cadre.

Les lois et les lois-cadres délimitent explicitement les objectifs, le contenu, la portée et la durée de la délégation. Les éléments essentiels d'un domaine ne peuvent pas faire l'objet d'une délégation. Ils sont réservés à la loi ou à la loi-cadre.

L'acte déléguant le pouvoir législatif à la

2. Les lois et les lois-cadres déterminent explicitement les conditions d'application auxquelles la délégation est soumise. Ces conditions

Commission détermine explicitement les modalités de retrait de ce pouvoir. Il y a deux méthodes :

- 1) le PE ou le Conseil peut décider de révoquer la délégation,*
- 2) le PE ou le Conseil peut bloquer un règlement.*

Cela exige une décision à la majorité qualifiée du Conseil ou une décision à la majorité absolue du PE.

Actes d'exécution

Mise en œuvre loyale par les États membres

La Commission ou le Conseil peut se charger de l'exécution si des conditions uniformes sont nécessaires

Règles relatives au contrôle par les États membres des actes d'exécution :

Règlements et décisions d'exécution

Les institutions décident conformément aux règles applicables et au principe de proportionnalité

Une loi doit stipuler les motifs sur lesquels elle

peuvent consister dans les possibilités suivantes:

- le Parlement européen ou le Conseil des ministres peut décider de révoquer la délégation,
- le règlement délégué ne peut entrer en vigueur que si, dans le délai fixé par la loi ou la loi-cadre, le Parlement européen ou le Conseil des ministres n'exprime pas d'objections.

Aux fins de l'alinéa précédent, le Parlement européen statue à la majorité des membres qui le composent et le Conseil des ministres statue à la majorité qualifiée.

Article 36: Les actes d'exécution

1. Les États membres prennent toutes les mesures de droit interne nécessaires pour la mise en œuvre des actes juridiquement obligatoires de l'Union.
2. Lorsque des conditions uniformes d'exécution des actes obligatoires de l'Union sont nécessaires, ces actes peuvent conférer à la Commission ou, dans des cas spécifiques dûment justifiés et dans les cas prévus à l'article 39, au Conseil des ministres des compétences d'exécution.
3. La loi européenne établit au préalable les règles et principes généraux relatifs aux modalités de contrôle par les États membres des actes d'exécution de l'Union.
4. Les actes d'exécution de l'Union prennent la forme de règlements européens d'exécution ou de décisions européennes d'exécution.

Article 37: Principes communs aux actes juridiques de l'Union

1. Lorsque la Constitution ne le stipule pas spécifiquement, les institutions décident, dans le respect des procédures applicables, du type d'acte à adopter dans chaque cas, conformément au principe de proportionnalité visé à l'article 9.
2. Les lois européennes, les lois-cadres européennes, les règlements européens et les décisions européennes sont motivés et visent les

se fonde

propositions ou avis prévus par la présente Constitution.

Article 38: Publication et entrée en vigueur

Les lois sont signées par les Présidents des institutions qui en sont à l'origine

1. Les lois et les lois-cadres européennes adoptées conformément à la procédure législative ordinaire sont signées par le Président du Parlement européen et par le Président du Conseil des ministres. Dans les autres cas, elles sont signées par le Président du Parlement européen ou par le Président du Conseil des ministres. Les lois et les lois-cadres européennes sont publiées au Journal officiel de l'Union européenne et entrent en vigueur à la date qu'elles fixent ou, à défaut, le vingtième jour suivant leur publication.

Elles entrent en vigueur à la date qu'elles déterminent ou 20 jours après leur publication

Idem pour les règlements et les décisions qui n'indiquent pas de destinataire

2. Les règlements européens et les décisions européennes, lorsqu'elles n'indiquent pas de destinataire ou lorsqu'elles sont adressées à tous les États membres, sont signés par le Président de l'institution qui les adopte, sont publiés au Journal officiel de l'Union européenne et entrent en vigueur à la date qu'ils fixent ou, à défaut, le vingtième jour suivant leur publication.

Les autres décisions prennent effet au moment de leur notification

3. Les autres décisions sont notifiées à leurs destinataires et prennent effet par cette notification.

Chapitre II - Dispositions particulières

Article 39:

Politique étrangère et de sécurité commune

Dispositions particulières à la mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune

Fondée sur :
- la solidarité des États membres,
- l'identification des intérêts communs,
- la convergence des actions.

1. L'Union européenne conduit une politique étrangère et de sécurité commune fondée sur un développement de la solidarité politique mutuelle des États membres, sur l'identification des questions présentant un intérêt général et sur la réalisation d'un degré toujours croissant de convergence des actions des États membres.

Le Conseil européen identifie les intérêts de l'Union

2. Le Conseil européen identifie les intérêts stratégiques de l'Union et fixe les objectifs de sa politique étrangère et de sécurité commune. Le Conseil des ministres élabore cette politique dans le cadre des lignes stratégiques établies par le Conseil européen et selon les modalités de la Partie III.

Les Premiers ministres et/ou les ministres des Affaires étrangères adoptent les décisions

Responsabilité partagée pour l'exécution de la politique

Les États membres se concertent avant d'entreprendre toute action sur la scène internationale

*Solidarité mutuelle des États membres
Le PE est consulté et tenu informé*

Les décisions sont adoptées à l'unanimité, sauf dans les cas prévus dans la Partie III où elles le sont à la majorité qualifiée

Les États membres et le ministre des Affaires étrangères de l'UE ont un droit d'initiative

Les lois et lois-cadres sont exclues

Les Premiers ministres peuvent décider à l'unanimité de modifier la procédure de vote au profit de la majorité qualifiée

3. Le Conseil européen et le Conseil des ministres adoptent les décisions européennes nécessaires.

4. Cette politique étrangère et de sécurité commune est exécutée par le ministre des Affaires étrangères de l'Union et par les États membres, en utilisant les moyens nationaux et ceux de l'Union.

5. Les États membres se concertent au sein du Conseil européen et du Conseil des ministres sur toute question de politique étrangère et de sécurité présentant un intérêt général en vue de définir une approche commune. Avant d'entreprendre toute action sur la scène internationale ou de prendre tout engagement qui pourrait affecter les intérêts de l'Union, chaque État membre consulte les autres au sein du Conseil européen ou du Conseil des ministres. Les États membres assurent, par la convergence de leurs actions, que l'Union puisse faire valoir ses intérêts et valeurs sur la scène internationale. Les États membres sont solidaires entre eux.

6. Le Parlement européen est consulté régulièrement sur les principaux aspects et les choix fondamentaux de la politique étrangère et de sécurité commune, et est tenu informé de son évolution.

7. En matière de politique étrangère et de sécurité commune, le Conseil européen et le Conseil des ministres adoptent des décisions européennes à l'unanimité, sauf dans les cas prévus dans la Partie III. Ils se prononcent sur proposition d'un État membre, du ministre des Affaires étrangères de l'Union, ou de ce ministre avec le soutien de la Commission. Les lois et lois-cadres européennes sont exclues..

8. Le Conseil européen peut décider à l'unanimité que le Conseil des ministres statue à la majorité qualifiée dans d'autres cas que ceux visés dans la Partie III.

Dispositions particulières à la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune

Capacité opérationnelle : possibilité d'avoir recours à des moyens civils et militaires en dehors de l'UE afin d'assurer le maintien de la paix, la prévention des conflits et le renforcement de la sécurité internationale. L'Union a recours aux capacités nationales

1. La politique de sécurité et de défense commune fait partie intégrante de la politique étrangère et de sécurité commune. Elle assure à l'Union une capacité opérationnelle s'appuyant sur des moyens civils et militaires. L'Union peut y avoir recours dans des missions en dehors de l'Union afin d'assurer le maintien de la paix, la prévention des conflits et le renforcement de la sécurité internationale conformément aux principes de la Charte des Nations Unies. L'exécution de ces tâches repose sur les capacités fournies par les États membres.

Une défense commune doit être établie par une décision adoptée à l'unanimité

2. La politique de sécurité et de défense commune inclut la définition progressive d'une politique de défense commune de l'Union. Elle conduira à une défense commune, dès lors que le Conseil européen, statuant à l'unanimité, en aura décidé ainsi. Il recommande, dans ce cas, aux États membres d'adopter une décision dans ce sens conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

Le caractère spécifique de la politique de défense de certains États membres doit être respecté

La politique de l'Union au sens du présent article n'affecte pas le caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certains États membres, elle respecte les obligations découlant du traité de l'Atlantique Nord pour certains États membres qui considèrent que leur défense commune est réalisée dans le cadre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et elle est compatible avec la politique commune de sécurité et de défense arrêtée dans ce cadre.

OTAN

Obligation de mettre des capacités militaires à la disposition de l'UE. Les forces multinationales peuvent faire partie de la défense commune

3. Les États membres mettent à la disposition de l'Union, pour la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune, des capacités civiles et militaires pour contribuer aux objectifs définis par le Conseil des ministres. Les États membres qui constituent entre eux des forces multinationales peuvent également mettre ces forces à la disposition de la politique de sécurité et de défense commune.

Améliorer les capacités militaires

Les États membres s'engagent à améliorer progressivement leurs capacités militaires. Une Agence européenne de l'armement, de la recherche et des capacités militaires est instituée pour identifier les besoins opérationnels, promouvoir des mesures pour les satisfaire, contribuer à identifier et, le cas échéant, mettre en œuvre toute mesure utile pour renforcer la base industrielle et technologique du secteur de la défense, participer à la définition d'une politique européenne des capacités et de l'armement, ainsi

Agence européenne de l'armement, de la recherche et des

<p><i>capacités militaires</i></p> <p><i>Les décisions en matière de défense sont adoptées à l'unanimité</i></p> <p><i>Un groupe d'États peut se voir confier la réalisation d'une mission de l'Union</i></p> <p><i>Une coopération structurée peut être établie dans le cadre de l'Union</i></p> <p><i>Coopération plus étroite en matière de défense mutuelle tant qu'une défense commune n'est pas établie</i></p> <p><i>Clause de solidarité pour les pays participants à cette coopération plus étroite, avec réponse militaire commune automatique, au titre de l'article 5 du traité de l'UEO</i></p> <p><i>Le PE est consulté et tenu informé</i></p>	<p>que pour assister le Conseil des ministres dans l'évaluation de l'amélioration des capacités militaires.</p> <p>4. Les décisions européennes relatives à la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune, y compris celles portant sur le lancement d'une mission visée au présent article, sont adoptées par le Conseil des ministres statuant à l'unanimité sur proposition du ministre des Affaires étrangères de l'Union ou sur proposition d'un État membre. Le ministre des Affaires étrangères de l'Union peut proposer d'avoir recours aux moyens nationaux ainsi qu'aux instruments de l'Union, le cas échéant conjointement avec la Commission.</p> <p>5. Le Conseil des ministres peut confier la réalisation d'une mission, dans le cadre de l'Union, à un groupe d'États membres afin de maintenir les valeurs de l'Union et de servir ses intérêts. La réalisation d'une telle mission est régie par les dispositions de l'article III-206.</p> <p>6. Les États membres qui remplissent des critères de capacités militaires plus élevés et qui ont souscrit entre eux des engagements plus contraignants en cette matière en vue des missions les plus exigeantes, établissent une coopération structurée dans le cadre de l'Union. Cette coopération est régie par les dispositions de l'article III-208.</p> <p>7. Tant que le Conseil européen n'a pas statué conformément au paragraphe 2 du présent article, une coopération plus étroite est instaurée, dans le cadre de l'Union, en matière de défense mutuelle. Au titre de cette coopération, au cas où l'un des États participant à cette coopération serait l'objet d'une agression armée sur son territoire, les autres États participants lui portent aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, militaires et autres, conformément aux dispositions de l'article 51 de la Charte des Nations Unies. Pour mettre en œuvre une coopération plus étroite en matière de défense mutuelle, les États membres participants travailleront en étroite coopération avec l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord. Les modalités de participation et de fonctionnement, ainsi que les procédures de décisions propres à cette coopération, figurent à l'article III-209.</p> <p>8. Le Parlement européen est consulté régulièrement sur les principaux aspects et les choix fondamentaux de la politique de sécurité et de défense commune, et est tenu informé de son évolution.</p>
---	--

**Justice et affaires
intérieures**

*Moyens d'établir un
espace de liberté, de
sécurité et de justice :*

- *adoption de lois*
- *reconnaissance
mutuelle des décisions
judiciaires*
- *coopération de
l'ensemble des autorités
en matière de sécurité
intérieure*
- *coopération
opérationnelle, services
secrets*

*Les parlements
nationaux sont associés
au contrôle politique
d'Europol et d'Eurojust*

*Dans le domaine de la
coopération policière et
judiciaire, les États
membres et la
Commission disposent
d'un droit d'initiative*

**Clause concernant le
terrorisme**

*L'Union et ses États
membres agissent
conjointement dans la
lutte contre le
terrorisme et les
catastrophes naturelles*

- *Prévention*

Article 41:

**Dispositions particulières à la mise en œuvre de l'espace de liberté, de
sécurité et de justice**

1. L'Union constitue un espace de liberté, de sécurité et de justice:
 - par l'adoption de lois et de lois-cadres européennes visant, si nécessaire, à rapprocher les législations nationales dans les domaines énumérés dans la Partie III,
 - en favorisant la confiance mutuelle entre les autorités compétentes des États membres, en particulier sur la base de la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et extrajudiciaires,

par une coopération opérationnelle des autorités compétentes des États membres, y compris les services de police, les services de douanes et autres services spécialisés dans le domaine de la prévention et de la détection des infractions pénales.

2. Dans le cadre de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, les parlements nationaux peuvent participer aux mécanismes d'évaluation prévus à l'article III-156 et sont associés au contrôle politique d'Europol et à l'évaluation des activités d'Eurojust, conformément aux articles III-169 et III-172.

3. Dans le domaine de la coopération policière et judiciaire en matière pénale, les États membres disposent d'un droit d'initiative conformément à l'article III-160.

Article 42: Clause de solidarité

1. L'Union et ses États membres agissent conjointement dans un esprit de solidarité si un État membre est l'objet d'une attaque terroriste ou d'une catastrophe naturelle ou d'origine humaine. L'Union mobilise tous les instruments à sa disposition, y compris les moyens militaires mis à sa disposition par les États membres, pour:
 - a) - prévenir la menace terroriste sur le territoire des États membres;
 - protéger les institutions démocratiques et la population civile d'une éventuelle attaque terroriste;

- *Protection*

- *Assistance :*
* *terrorisme*

* *catastrophe naturelle*

- porter assistance à un État membre sur son territoire à la demande de ses autorités politiques dans le cas d'une attaque terroriste;

b) - porter assistance à un État membre sur son territoire à la demande de ses autorités politiques en cas de catastrophe.

2. Les modalités de mise en œuvre de cette disposition figurent à l'article III-226..

Article 43: Les coopérations renforcées

Possibilité d'instaurer une coopération renforcée dans le cadre des compétences partagées et dans les domaines d'action d'appui.

1. Les États membres qui souhaitent instaurer entre eux une coopération renforcée dans le cadre des compétences non exclusives de l'Union peuvent recourir à ses institutions et exercer ces compétences en appliquant les dispositions appropriées de la Constitution, dans les limites et selon les modalités prévues au présent article, ainsi qu'aux articles III-318 à III 325.

Possibilité de recourir aux institutions de l'Union.

Les coopérations renforcées visent à favoriser la réalisation des objectifs de l'Union, à préserver ses intérêts et à renforcer son processus d'intégration. Elles sont ouvertes à tous les États membres lors de leur instauration, ainsi qu'à tout moment, conformément à l'article III-321.

Visent à renforcer le processus d'intégration de l'Union

En dernier ressort uniquement.

2. L'autorisation de procéder à une coopération renforcée est accordée par le Conseil des ministres en dernier ressort, lorsqu'il a été établi en son sein que les objectifs poursuivis par celle-ci ne peuvent être atteints dans un délai raisonnable par l'Union dans son ensemble, et à condition qu'elle réunisse au minimum un tiers des États membres. Le Conseil des ministres statue conformément à la procédure prévue à l'article III-322.

1/3 des États membres doivent y prendre part.

Seuls les États participants prennent part à la prise de décision.

3. Seuls les membres du Conseil des ministres représentant les États participant à une coopération renforcée prennent part à l'adoption des actes. Toutefois, tous les États membres peuvent participer aux délibérations du Conseil des ministres.

Seules les voix des États membres participants sont prises en compte dans le calcul de la majorité qualifiée.

L'unanimité est constituée par les voix des seuls représentants des États participants. La majorité qualifiée se définit comme la majorité des représentants des États participants, représentant au moins les trois cinquièmes de la population de ces États. Lorsque la Constitution n'exige pas que le Conseil des ministres statue sur la base d'une proposition de la Commission ou lorsque le Conseil des ministres ne statue pas à l'initiative du ministre des Affaires étrangères, la majorité qualifiée requise est constituée des deux tiers des États participants, représentant au moins les trois cinquièmes de la population de ceux-ci.

La majorité qualifiée correspond aux 2/3 des États membres représentant 60 % de la population lorsque le Conseil ne statue pas sur la base d'une proposition de la Commission ou à l'initiative du ministre des Affaires étrangères.

4. Les actes adoptés dans le cadre d'une coopération renforcée ne lient que les États participants. Ils ne sont pas considérés comme un acquis qui doit être accepté par les candidats à l'adhésion à l'Union.

Les décisions ne lient que les États participants. Les pays candidats n'ont pas à accepter les actes adoptés dans le cadre d'une coopération renforcée pour adhérer à l'Union.

LA VIE DÉMOCRATIQUE
Égalité

Principe de l'égalité des citoyens de l'UE

Principe de la démocratie représentative

Le PE représente directement les citoyens, les gouvernements représentés au Conseil sont responsables devant les parlements nationaux, qui représentent les citoyens

Les décisions sont prises aussi ouvertement et aussi près des citoyens que possible

Les partis européens forment la conscience politique européenne

Droit de discuter de ses opinions avec les institutions

TITRE VI: LA VIE DÉMOCRATIQUE DE L'UNION

Article 44: Principe d'égalité démocratique

Dans toutes ses activités, l'Union respecte le principe de l'égalité de ses citoyens. Ceux-ci bénéficient d'une égale attention de la part des institutions de l'Union.

Article 45: Principe de la démocratie représentative

1. Le fonctionnement de l'Union est fondé sur le principe de la démocratie représentative.

2. Les citoyennes et les citoyens sont directement représentés au niveau de l'Union au Parlement européen. Les États membres sont représentés au Conseil européen et au Conseil des ministres par leurs gouvernements, qui sont eux-mêmes responsables devant les parlements nationaux, élus par leurs citoyens.

3. Toute citoyenne ou tout citoyen a le droit de participer à la vie démocratique de l'Union. Les décisions sont prises aussi ouvertement et aussi près des citoyens que possible.

4. Les partis politiques de niveau européen contribuent à la formation de la conscience politique européenne et à l'expression de la volonté des citoyennes et des citoyens de l'Union.

Article 46: Principe de la démocratie participative

1. Les institutions de l'Union donnent, par les voies appropriées, aux citoyennes et citoyens et aux associations représentatives la possibilité de faire connaître et d'échanger publiquement leurs opinions sur tous les

Voies de dialogue avec la société civile

La Commission consulte toutes les parties concernées

*Initiative des citoyens :
- un million de citoyens minimum
- peuvent inviter la Commission à soumettre une proposition, sachant que la Commission peut refuser*

L'Union reconnaît et promeut le dialogue social autonome

Le médiateur

*Nommé par le PE.
Reçoit les plaintes relatives à des cas de mauvaise administration, enquête et fait rapport à leur sujet.*

Transparence

“le plus grand respect possible du principe d'ouverture”

Le Conseil et le PE siègent en public (Ne s'applique pas aux nombreux groupes de travail, auxquels s'applique la véritable procédure législative)

Droit d'accès aux

domaines d'action de l'Union.

2. Les institutions de l'Union entretiennent un dialogue ouvert, transparent et régulier avec les associations représentatives et la société civile.

3. En vue d'assurer la cohérence et la transparence des actions de l'Union, la Commission procède à de larges consultations des parties concernées.

4. La Commission peut, sur initiative d'au moins un million de citoyens de l'Union issus d'un nombre significatif d'États membres, être invitée à soumettre une proposition appropriée sur des questions pour lesquelles ces citoyens considèrent qu'un acte juridique de l'Union est nécessaire aux fins de l'application de la présente Constitution. Une loi européenne arrête les dispositions relatives aux procédures et conditions spécifiques requises pour la présentation d'une telle initiative citoyenne.

Article 47: Les partenaires sociaux et le dialogue social autonome

L'Union européenne reconnaît et promeut le rôle des partenaires sociaux au niveau de l'Union, en prenant en compte la diversité des systèmes nationaux; elle facilite le dialogue entre eux, dans le respect de leur autonomie.

Article 48: Le médiateur européen

Un médiateur européen, nommé par le Parlement européen, reçoit les plaintes relatives à des cas de mauvaise administration au sein des institutions, organes ou agences de l'Union; il enquête et fait rapport à leur sujet. Le médiateur européen exerce ses fonctions en toute indépendance.

Article 49: Transparence des travaux des institutions de l'Union

1. Afin de promouvoir une bonne gouvernance, et d'assurer la participation de la société civile, les institutions, les organes et les agences de l'Union œuvrent dans le plus grand respect possible du principe d'ouverture.

2. Le Parlement européen siège en public, ainsi que le Conseil lorsqu'il examine et adopte une proposition législative.

3. Toute citoyenne ou tout citoyen de l'Union ou toute personne physique

documents...

... selon les règles définies par le PE et le Conseil

(Un amendement de plus de 200 membres de la Convention ferait de l'ouverture la règle automatique à moins qu'une dérogation ne soit adoptée à la majorité des 2/3)

Chaque organe fixe ses propres règles particulières dans les limites de la loi précitée

Données à caractère personnel

Protection des données à caractère personnel

Le traitement des données à caractère personnel est soumis au contrôle d'une autorité indépendante

Les églises

L'UE respecte le statut dont elles bénéficient en vertu du droit national

(La Constitution interdit toute différenciation entre, par exemple, les chrétiens, les musulmans et les athées)

ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un État membre dispose d'un droit d'accès aux documents des institutions, des agences et des organes de l'Union, quelle que soit la forme dans laquelle ils sont produits, dans les conditions prévues dans la Partie III.

4. La loi européenne fixe les principes généraux et les limites qui, pour des raisons d'intérêt public ou privé, régissent l'exercice du droit d'accès à de tels documents.

5. Chaque institution, organe ou agence visé au paragraphe 3 arrête dans son règlement intérieur des dispositions particulières concernant l'accès à ses documents, en conformité avec la loi européenne visée au paragraphe 4.

Article 50: Protection des données à caractère personnel

1. Toute personne a droit à la protection des données à caractère personnel la concernant.

2. La loi européenne fixe les règles relatives à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, les organes et les agences de l'Union, ainsi que par les États membres dans l'exercice d'activités qui relèvent du champ d'application du droit de l'Union, et à la libre circulation de ces données. Le respect de ces règles est soumis au contrôle d'une autorité indépendante.

Article 51: Statut des églises et des organisations non confessionnelles

1. L'Union respecte et ne préjuge pas du statut dont bénéficient, en vertu du droit national, les églises et les associations ou communautés religieuses dans les États membres.

Dialogue de l'UE avec les églises

LES FINANCES

Le budget de l'UE

Le budget de l'Union doit comprendre toutes les recettes et dépenses

Budget équilibré

Les règles concernant l'autorisation des dépenses sont définies dans la Partie III

L'exécution de dépenses requiert à la fois la présence de fonds dans le budget et l'adoption d'un acte juridique

L'Union doit avoir l'assurance qu'elle peut financer les actes qu'elle adopte dans la limite de ses propres ressources

Principe de la bonne gestion financière

Règles concernant la lutte contre la fraude

2. L'Union respecte également le statut des organisations philosophiques et non confessionnelles.

3. Reconnaisant leur identité et leur contribution spécifique, l'Union maintient un dialogue ouvert, transparent et régulier, avec ces églises et organisations.

TITRE VII: LES FINANCES DE L'UNION

Article 52: Les principes budgétaires et financiers

1. Toutes les recettes et dépenses de l'Union doivent faire l'objet de prévisions pour chaque exercice budgétaire et être inscrites au budget, conformément aux dispositions de la Partie III.

2. Le budget doit être équilibré en recettes et dépenses.

3. Les dépenses inscrites au budget sont autorisées pour la durée de l'exercice budgétaire annuel en conformité avec la loi européenne visée à l'article III-314.

4. L'exécution de dépenses inscrites au budget requiert l'adoption préalable d'un acte juridiquement obligatoire qui donne un fondement juridique à l'action de l'Union et à l'exécution de la dépense en conformité avec la loi européenne visée à l'article III-314. Cet acte doit revêtir la forme d'une loi européenne, d'une loi-cadre européenne, d'un règlement européen ou d'une décision européenne.

5. En vue d'assurer la discipline budgétaire, l'Union n'adopte pas d'actes susceptibles d'avoir des incidences notables sur le budget sans donner l'assurance que cette proposition ou cette mesure peut être financée dans la limite des ressources propres de l'Union et du cadre financier pluriannuel visé à l'article 54.

6. Le budget de l'Union est exécuté conformément au principe de la bonne gestion financière. Les États membres et l'Union coopèrent pour faire en sorte que les crédits inscrits au budget soient utilisés conformément aux principes de la bonne gestion financière.

7. L'Union et les États membres combattent la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union en conformité avec les dispositions de l'article III-317.

Article 53: Les ressources de l'Union

Se dote des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs

1. L'Union se dote des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs et pour mener à bien ses politiques.

Financé par des ressources propres

2. Le budget de l'Union est, sans préjudice des autres recettes, intégralement financé par des ressources propres.

Une loi fixe la limite des ressources de l'Union et les catégories du budget. Cette loi doit être approuvée par les États membres.

3. Une loi européenne du Conseil fixe la limite des ressources de l'Union et peut établir de nouvelles catégories de ressources ou abroger une catégorie existante. Cette loi n'entre en vigueur qu'après son approbation par les États membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. Le Conseil des ministres statue à l'unanimité après consultation du Parlement européen.

Les modalités sont fixées à la majorité qualifiée du Conseil après approbation du PE.

4. Une loi européenne du Conseil fixe les modalités des ressources de l'Union. Le Conseil des ministres statue après approbation du Parlement européen.

Article 54: Le cadre financier pluriannuel

Le cadre financier pluriannuel fixe les plafonds annuels par catégorie de dépense.

1. Le cadre financier pluriannuel vise à assurer l'évolution ordonnée des dépenses de l'Union dans la limite des ressources propres. Il fixe les montants des plafonds annuels des crédits d'engagement par catégorie de dépense conformément aux dispositions de l'article III-304.

Le Conseil statue après approbation du PE, qui se prononce à la majorité des membres qui le composent.

2. Une loi européenne du Conseil fixe le cadre financier pluriannuel. Il statue après approbation du Parlement européen, qui se prononce à la majorité des membres qui le composent.

Le budget annuel respecte le cadre pluriannuel.

3. Le budget annuel de l'Union respecte le cadre financier pluriannuel.

Premier cadre pluriannuel adopté à l'unanimité, majorité qualifiée à partir de 2017.

4. Le Conseil des ministres statue à l'unanimité lors de l'adoption du premier cadre financier pluriannuel suivant l'entrée en vigueur de la Constitution.

Article 55: Le budget de l'Union

Le PE et le Conseil fixent le budget de

Le Parlement européen et le Conseil adoptent sur proposition de la Commission, conformément aux modalités prévues à l'article III-306, la loi

l'Union.

ENVIRONNEMENT PROCHE

*Politique à l'égard des
États voisins*

*Accords de l'UE avec
les pays voisins*

- *droits et obligations
réciproques*
- *actions en commun*
- *concertation
périodique*

L'APPARTENANCE À L'UNION

Critères d'adhésion

*Respect des valeurs
visées à l'article 2*

- *écrire au Conseil*
- *informer le PE et les
parlements nationaux*

*Décision unanime du
Conseil*

Suspension des droits

*Le Conseil, statuant à
la majorité des 4/5,
peut adopter une
décision constatant
qu'il existe un risque
clair de violation par
un État membre des
valeurs de l'Union*

Vérification régulière

européenne qui fixe le budget annuel de l'Union.

TITRE VIII: L'UNION ET SON ENVIRONNEMENT PROCHE

Article 56: L'Union et son environnement proche

1. L'Union développe avec les États de son voisinage des relations privilégiées, en vue d'établir un espace de prospérité et de bon voisinage, fondé sur les valeurs de l'Union et caractérisé par des relations étroites et pacifiques reposant sur la coopération.

2. À cette fin, l'Union peut conclure et mettre en œuvre des accords spécifiques avec les pays concernés conformément aux dispositions de l'article III-222. Ces accords peuvent comporter des droits et obligations réciproques ainsi que la possibilité de conduire des actions en commun. Leur mise en œuvre fait l'objet d'une concertation périodique.

TITRE IX: L'APPARTENANCE À L'UNION

Article 57: Critères d'éligibilité et procédure d'adhésion à l'Union

1. L'Union est ouverte à tous les États européens qui respectent les valeurs visées à l'article 2 et s'engagent à les promouvoir en commun.

2. Tout État européen qui souhaite devenir membre de l'Union peut adresser sa demande au Conseil des ministres. Le Parlement européen et les parlements nationaux des États membres sont informés de cette demande. Le Conseil des ministres se prononce à l'unanimité après avoir consulté la Commission et après approbation du Parlement européen. Les conditions et les modalités de l'admission font l'objet d'un accord entre les États membres et l'État candidat. Cet accord est soumis par tous les États contractants à la ratification, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

Article 58: La suspension des droits d'appartenance à l'Union

1. Le Conseil des ministres, statuant à la majorité des quatre cinquièmes de ses membres sur proposition motivée d'un tiers des États membres, du Parlement européen ou de la Commission et après approbation du Parlement européen, peut adopter une décision européenne constatant qu'il existe un risque clair de violation grave par un État membre des valeurs énoncées à l'article 2. Avant de procéder à cette constatation, le Conseil des ministres entend l'État membre en question et peut lui adresser des recommandations en statuant selon la même procédure.

Le Conseil des ministres vérifie régulièrement si les motifs qui ont conduit à une telle constatation restent valables.

Le Conseil européen, statuant à l'unanimité, peut adopter une décision constatant l'existence d'une violation grave et persistante par un État membre des valeurs de l'Union. Approbation du PE nécessaire.

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut suspendre certains droits de l'État membre, y compris les droits de vote.

L'État membre reste lié par les obligations qui lui incombent.

La suspension peut être révoquée par une décision prise à la majorité qualifiée.

Non-prise en compte du vote de l'État membre en question.

Les abstentions n'entrent pas en ligne de compte.

L'approbation du PE exige la majorité des 2/3 et une majorité de ses membres.

Retrait

Tout État membre peut se retirer de l'Union

2. Le Conseil européen, statuant à l'unanimité sur proposition d'un tiers des États membres ou de la Commission et après approbation du Parlement européen, peut adopter une décision européenne constatant l'existence d'une violation grave et persistante par un État membre des valeurs énoncées à l'article 2, après avoir invité l'État membre à présenter toute observation en la matière.

3. Lorsque la constatation visée au paragraphe 2 a été faite, le Conseil des ministres, statuant à la majorité qualifiée, peut adopter une décision européenne qui suspend certains des droits découlant de l'application de la Constitution à l'État membre en question, y compris les droits de vote de l'État membre au sein du Conseil. Ce faisant, le Conseil tient compte des conséquences éventuelles d'une telle suspension sur les droits et obligations des personnes physiques et morales.

Cet État membre reste en tout état de cause lié par les obligations qui lui incombent au titre de la Constitution.

4. Le Conseil des ministres, statuant à la majorité qualifiée, peut adopter par la suite une décision européenne modifiant ou abrogeant les mesures qu'il a prises au titre du paragraphe 3 pour répondre à des changements de la situation qui l'a conduit à imposer ces mesures.

5. Aux fins du présent article, le Conseil des ministres statue sans tenir compte du vote de l'État membre en question. Les abstentions des membres présents ou représentés ne font pas obstacle à l'adoption des décisions visées au paragraphe 2.

Le présent paragraphe est également applicable en cas de suspension des droits de vote conformément au paragraphe 3.

6. Aux fins des paragraphes 1 et 2, le Parlement européen statue à la majorité des deux tiers des voix exprimées, représentant la majorité de ses membres.

Article 59: Le retrait volontaire de l'Union

1. Tout État membre peut, conformément à ses règles constitutionnelles, décider de se retirer de l'Union européenne.

Conclusion d'un accord concernant le retrait entre le Conseil et l'État membre

- majorité qualifiée du Conseil et approbation du PE

- l'État qui se retire ne participe pas aux discussions

Un État peut se retirer au bout de 2 ans, y compris à défaut d'accord

Une nouvelle adhésion est soumise à la même procédure qu'une première adhésion.

2. L'État membre qui décide de se retirer notifie son intention au Conseil européen, qui se saisit de cette notification. À la lumière des orientations du Conseil européen, l'Union négocie et conclut avec cet État un accord fixant les modalités de son retrait, en tenant compte du cadre de ses relations futures avec l'Union. Cet accord est conclu au nom de l'Union par le Conseil des ministres, statuant à la majorité qualifiée, après approbation du Parlement européen.

Le représentant de l'État membre qui se retire ne participe ni aux délibérations ni aux décisions du Conseil européen ou du Conseil des ministres le concernant.

3. La présente Constitution cesse d'être applicable à l'État concerné à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord de retrait ou, à défaut, deux ans après la notification visée au paragraphe 2, sauf si le Conseil européen, en accord avec l'État membre concerné, décide de proroger ce délai.

4. Si l'État qui s'est retiré de l'Union demande à adhérer à nouveau, cette demande est soumise à la procédure visée à l'article 57.

LA CHARTE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION PRÉAMBULE

*Valeurs et objectifs de
l'Union*

Les peuples de l'Europe, en établissant entre eux une union sans cesse plus étroite, ont décidé de partager un avenir pacifique fondé sur des valeurs communes.

Consciente de son patrimoine spirituel et moral, l'Union se fonde sur les valeurs indivisibles et universelles de dignité humaine, de liberté, d'égalité et de solidarité; elle repose sur le principe de la démocratie et le principe de l'État de droit. Elle place la personne au cœur de son action en instituant la citoyenneté de l'Union et en créant un espace de liberté, de sécurité et de justice.

L'Union contribue à la préservation et au développement de ces valeurs communes dans le respect de la diversité des cultures et des traditions des peuples de l'Europe, ainsi que de l'identité nationale des États membres et de l'organisation de leurs pouvoirs publics au niveau national, régional et local; elle cherche à promouvoir un développement équilibré et durable et assure la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux, ainsi que la liberté d'établissement.

*Il s'agit de renforcer la
protection des droits
fondamentaux*

À cette fin, il est nécessaire, en les rendant plus visibles dans une Charte, de renforcer la protection des droits fondamentaux à la lumière de l'évolution de la société, du progrès social et des développements scientifiques et technologiques.

La présente Charte réaffirme, dans le respect des compétences et des tâches de l'Union, ainsi que du principe de subsidiarité, les droits qui résultent notamment des traditions constitutionnelles et des obligations internationales communes aux États membres, de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, des Chartes sociales adoptées par l'Union et par le Conseil de l'Europe, ainsi que de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne et de la Cour européenne des droits de l'homme. Dans ce contexte, la Charte sera interprétée par les juridictions de l'Union et des États membres en prenant dûment en considération les explications établies sous l'autorité du Praesidium de la Convention qui a élaboré la Charte.

La jouissance de ces droits entraîne des responsabilités et des devoirs tant à l'égard d'autrui qu'à l'égard de la communauté humaine et des générations futures.

En conséquence, l'Union reconnaît les droits, les libertés et les principes énoncés ci-après.

TITRE I: DIGNITÉ

Article II-1: Dignité humaine

Respect et protection de la dignité humaine

La dignité humaine est inviolable. Elle doit être respectée et protégée.

Article II-2: Droit à la vie

*Droit à la vie
(question controversée :
l'avortement est-il
visé ?)*

1. Toute personne a droit à la vie.

Interdiction de la peine de mort

2. Nul ne peut être condamné à la peine de mort, ni exécuté.

Respect de

Article II-3: Droit à l'intégrité de la personne

- l'intégrité physique et mentale

1. Toute personne a droit à son intégrité physique et mentale.

Dans le cadre de la médecine :

2. Dans le cadre de la médecine et de la biologie, doivent notamment être respectés:

- consentement de la personne

a) le consentement libre et éclairé de la personne concernée, selon les modalités définies par la loi,

- interdiction de la sélection de personnes reposant sur des pratiques eugéniques

b) l'interdiction des pratiques eugéniques, notamment celles qui ont pour but la sélection des personnes,

- interdiction de faire du corps humain une source de profit

c) l'interdiction de faire du corps humain et de ses parties, en tant que tels, une source de profit,

- interdiction du clonage reproductif des êtres humains

d) l'interdiction du clonage reproductif des êtres humains.

Article II-4:

Interdiction de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants

Interdiction de la torture ou des traitements dégradants

Nul ne peut être soumis à la torture, ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants.

Article II-5: Interdiction de l'esclavage et du travail forcé

- interdiction de l'esclavage

1. Nul ne peut être tenu en esclavage ni en servitude.

- interdiction du travail forcé

2. Nul ne peut être astreint à accomplir un travail forcé ou obligatoire.

- interdiction de la traite des êtres humains

3. La traite des êtres humains est interdite.

Droit à :

TITRE II: LIBERTÉS

Article II-6: Droit à la liberté et à la sûreté

- la liberté et la sûreté

Toute personne a droit à la liberté et à la sûreté

Article II-7: Respect de la vie privée et familiale

- respect de la vie privée et familiale, du domicile et des communications

Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de ses communications.

Article II-8: Protection des données à caractère personnel

- protection des données à caractère personnel

1. Toute personne a droit à la protection des données à caractère personnel la concernant.

- accès illimité aux données à caractère personnel

2. Ces données doivent être traitées loyalement, à des fins déterminées et sur la base du consentement de la personne concernée ou en vertu d'un autre fondement légitime prévu par la loi. Toute personne a le droit d'accéder aux données collectées la concernant et d'en obtenir la rectification.

Contrôle indépendant

3. Le respect de ces règles est soumis au contrôle d'une autorité indépendante.

Article II-9: Droit de se marier et droit de fonder une famille

Mariages protégés par le droit national

Le droit de se marier et le droit de fonder une famille sont garantis selon les lois nationales qui en régissent l'exercice.

Liberté de :

Article II-10: Liberté de pensée, de conscience et de religion

- pensée

1. Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion. Ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites.

- conscience

- religion

- objection de conscience

2. Le droit à l'objection de conscience est reconnu selon les lois nationales qui en régissent l'exercice.

Liberté :

Article II-11: Liberté d'expression et d'information

- d'expression

1. Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontières.

- d'information

<p>- pluralisme des médias</p> <p>- réunion</p> <p>- association</p> <p>- syndicats</p> <p>- partis politiques européens</p>	<p>2. La liberté des médias et leur pluralisme sont respectés.</p> <p style="text-align: center;">Article II-12: Liberté de réunion et d'association</p> <p>1. Toute personne a droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association à tous les niveaux, notamment dans les domaines politique, syndical et civique, ce qui implique le droit de toute personne de fonder avec d'autres des syndicats et de s'y affilier pour la défense de ses intérêts.</p> <p>2. Les partis politiques au niveau de l'Union contribuent à l'expression de la volonté politique des citoyens ou citoyennes de l'Union.</p>
<p><i>Liberté :</i></p> <p>- des arts</p> <p>- des sciences</p>	<p style="text-align: center;">Article II-13: Liberté des arts et des sciences</p> <p>Les arts et la recherche scientifique sont libres. La liberté académique est respectée.</p>
<p><i>Droit à :</i></p> <p>- l'éducation</p> <p>- enseignement obligatoire gratuit</p>	<p style="text-align: center;">Article II-14: Droit à l'éducation</p> <p>1. Toute personne a droit à l'éducation, ainsi qu'à l'accès à la formation professionnelle et continue.</p> <p>2. Ce droit comporte la faculté de suivre gratuitement l'enseignement obligatoire.</p>
<p><i>Dans les limites établies par les lois nationales, les parents sont en droit d'assurer l'éducation et l'enseignement de leurs enfants</i></p>	<p>3. La liberté de créer des établissements d'enseignement dans le respect des principes démocratiques, ainsi que le droit des parents d'assurer l'éducation et l'enseignement de leurs enfants conformément à leurs convictions religieuses, philosophiques et pédagogiques, sont respectés selon les lois nationales qui en régissent l'exercice.</p>
<p><i>Liberté :</i></p> <p>- de travailler</p> <p>- de circulation pour les travailleurs, droit de s'établir et de fournir des services</p> <p>- les ressortissants des pays tiers ont droit à des conditions de travail équivalentes à celles des citoyens de l'Union</p>	<p style="text-align: center;">Article II-15: Liberté professionnelle et droit de travailler</p> <p>1. Toute personne a le droit de travailler et d'exercer une profession librement choisie ou acceptée.</p> <p>2. Tout citoyen ou toute citoyenne de l'Union a la liberté de chercher un emploi, de travailler, de s'établir ou de fournir des services dans tout État membre.</p> <p>3. Les ressortissants des pays tiers qui sont autorisés à travailler sur le territoire des États membres ont droit à des conditions de travail équivalentes à celles dont bénéficient les citoyens ou citoyennes de l'Union.</p>

Article II-16: Liberté d'entreprise

Liberté d'entreprise

La liberté d'entreprise est reconnue conformément au droit de l'Union et aux législations et pratiques nationales.

Propriété

Article II-17: Droit de propriété

Droit de jouir de la propriété de ses biens, de les utiliser et d'en disposer

1. Toute personne a le droit de jouir de la propriété des biens qu'elle a acquis légalement, de les utiliser, d'en disposer et de les léguer. Nul ne peut être privé de sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique, dans des cas et conditions prévus par une loi et moyennant en temps utile une juste indemnité pour sa perte. L'usage des biens peut être réglementé par la loi dans la mesure nécessaire à l'intérêt général.

Nul ne peut être privé de sa propriété si ce n'est moyennant une indemnité

Protection de la propriété intellectuelle

2. La propriété intellectuelle est protégée.

Asile :

Article II-18: Droit d'asile

L'Union respecte la convention de Genève relative aux réfugiés

Le droit d'asile est garanti dans le respect des règles de la convention de Genève du 28 juillet 1951 et du protocole du 31 janvier 1967 relatifs au statut des réfugiés et conformément à la Constitution.

- éloignement, expulsion et extradition

Article II-19: Protection en cas d'éloignement, d'expulsion et d'extradition

- interdiction des expulsions collectives

1. Les expulsions collectives sont interdites.

- interdiction des expulsions en cas de risque de torture ou de peine de mort

2. Nul ne peut être éloigné, expulsé ou extradé vers un État où il existe un risque sérieux qu'il soit soumis à la peine de mort, à la torture ou à d'autres peines ou traitements inhumains ou dégradants.

TITRE III: ÉGALITÉ

Principe de l'égalité

Article II-20: Égalité en droit

Toutes les personnes sont égales en droit.

Article II-21: Non-discrimination

Interdiction de toute discrimination fondée sur :

- le sexe

1. Est interdite, toute discrimination fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, les origines ethniques ou sociales, les caractéristiques génétiques, la langue, la religion ou les convictions, les opinions politiques ou toute autre opinion, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la

- la race
- la couleur
- les origines ethniques ou sociales
- les caractéristiques génétiques
- la langue
- la religion ou les convictions
- les opinions politiques
- l'appartenance à une minorité
- la fortune
- la naissance
- un handicap
- l'âge
- l'orientation sexuelle

- la nationalité

Respect de la diversité culturelle, religieuse et linguistique

Égalité entre hommes et femmes

Les avantages spécifiques en faveur du sexe sous-représenté sont autorisés

Protection de l'enfant

Les enfants sont libres d'exprimer leur opinion, qui est prise en considération

L'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale

Droit d'entretenir des

naissance, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

2. Dans le domaine d'application de la Constitution et sans préjudice de ses dispositions particulières, toute discrimination fondée sur la nationalité est interdite.

Article II-22: Diversité culturelle, religieuse et linguistique

L'Union respecte la diversité culturelle, religieuse et linguistique.

Article II-23: Égalité entre hommes et femmes

L'égalité entre les hommes et les femmes doit être assurée dans tous les domaines, y compris en matière d'emploi, de travail et de rémunération.

Le principe de l'égalité n'empêche pas le maintien ou l'adoption de mesures prévoyant des avantages spécifiques en faveur du sexe sous-représenté.

Article II-24: Droits de l'enfant

1. Les enfants ont droit à la protection et aux soins nécessaires à leur bien-être. Ils peuvent exprimer leur opinion librement. Celle-ci est prise en considération pour les sujets qui les concernent, en fonction de leur âge et de leur maturité.

2. Dans tous les actes relatifs aux enfants, qu'ils soient accomplis par des autorités publiques ou des institutions privées, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale.

3. Tout enfant a le droit d'entretenir régulièrement des relations personnelles

<i>contacts avec les deux parents</i>	et des contacts directs avec ses deux parents, sauf si cela est contraire à son intérêt.
<i>Droits des personnes âgées :</i> <i>Vie digne et indépendante</i>	<p style="text-align: center;">Article II-25: Droits des personnes âgées</p> <p>L'Union reconnaît et respecte le droit des personnes âgées à mener une vie digne et indépendante et à participer à la vie sociale et culturelle.</p>
<i>Personnes handicapées</i> <i>Droit à être intégrées dans la vie normale de la société</i>	<p style="text-align: center;">Article II-26: Intégration des personnes handicapées</p> <p>L'Union reconnaît et respecte le droit des personnes handicapées à bénéficier de mesures visant à assurer leur autonomie, leur intégration sociale et professionnelle et leur participation à la vie de la communauté.</p>
<i>Solidarité</i>	<p style="text-align: center;"><u>TITRE IV: SOLIDARITÉ</u></p>
<i>Droit à l'information et à la consultation des travailleurs</i>	<p style="text-align: center;">Article II-27: Droit à l'information et à la consultation des travailleurs au sein de l'entreprise</p> <p>Les travailleurs ou leurs représentants doivent se voir garantir, aux niveaux appropriés, une information et une consultation en temps utile, dans les cas et conditions prévus par le droit de l'Union et les législations et pratiques nationales.</p>
<i>Actions collectives</i> <i>Droit de grève</i>	<p style="text-align: center;">Article II-28: Droit de négociation et d'actions collectives</p> <p>Les travailleurs et les employeurs, ou leurs organisations respectives, ont, conformément au droit de l'Union et aux législations et pratiques nationales, le droit de négocier et de conclure des conventions collectives aux niveaux appropriés et de recourir, en cas de conflits d'intérêts, à des actions collectives pour la défense de leurs intérêts, y compris la grève.</p>
<i>Services de placement</i>	<p style="text-align: center;">Article II-29: Droit d'accès aux services de placement</p> <p>Toute personne a le droit d'accéder à un service gratuit de placement.</p>
<i>Protection contre tout licenciement injustifié</i>	<p style="text-align: center;">Article II-30: Protection en cas de licenciement injustifié</p> <p>Tout travailleur a droit à une protection contre tout licenciement injustifié, conformément au droit de l'Union et aux législations et pratiques nationales.</p>
<i>Conditions de travail</i> <i>Respect de la santé, la sécurité et la dignité des travailleurs</i>	<p style="text-align: center;">Article II-31: Conditions de travail justes et équitables</p> <p>1. Tout travailleur a droit à des conditions de travail qui respectent sa santé, sa sécurité et sa dignité.</p>
<i>Périodes de repos et congés payés</i>	<p>2. Tout travailleur a droit à une limitation de la durée maximale du travail et à des périodes de repos journalier et hebdomadaire, ainsi qu'à une période annuelle de congés payés.</p>

Travail des enfants
L'âge minimal
d'admission au travail
correspond à l'âge
auquel cesse la période
de scolarité obligatoire

Protection des enfants
contre toute
exploitation

Protection de la famille

- protection contre tout
licenciement lié à la
maternité.
- congé de maternité
payé
- congé parental pour
les deux parents suite à
une naissance ou une
adoption

Systèmes de protection
sociale dans les limites
du droit de l'Union

Droit à la sécurité
sociale

Droit à une aide sociale
et à une aide au
logement pour ceux qui
ne disposent pas de
ressources suffisantes

Droit aux soins de santé

Article II-32:

Interdiction du travail des enfants et protection des jeunes au travail

Le travail des enfants est interdit. L'âge minimal d'admission au travail ne peut être inférieur à l'âge auquel cesse la période de scolarité obligatoire, sans préjudice des règles plus favorables aux jeunes et sauf dérogations limitées.

Les jeunes admis au travail doivent bénéficier de conditions de travail adaptées à leur âge et être protégés contre l'exploitation économique ou contre tout travail susceptible de nuire à leur sécurité, à leur santé, à leur développement physique, mental, moral ou social ou de compromettre leur éducation.

Article II-33: Vie familiale et vie professionnelle

1. La protection de la famille est assurée sur le plan juridique, économique et social.

2. Afin de pouvoir concilier vie familiale et vie professionnelle, toute personne a le droit d'être protégée contre tout licenciement pour un motif lié à la maternité, ainsi que le droit à un congé de maternité payé et à un congé parental à la suite de la naissance ou de l'adoption d'un enfant..

Article II-34: Sécurité sociale et aide sociale

1. L'Union reconnaît et respecte le droit d'accès aux prestations de sécurité sociale et aux services sociaux assurant une protection dans des cas tels que la maternité, la maladie, les accidents du travail, la dépendance ou la vieillesse, ainsi qu'en cas de perte d'emploi, selon les règles établies par le droit de l'Union et les législations et pratiques nationales.

2. Toute personne qui réside et se déplace légalement à l'intérieur de l'Union a droit aux prestations de sécurité sociale et aux avantages sociaux, conformément au droit de l'Union et aux législations et pratiques nationales.

3. Afin de lutter contre l'exclusion sociale et la pauvreté, l'Union reconnaît et respecte le droit à une aide sociale et à une aide au logement destinées à assurer une existence digne à tous ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes, selon les règles établies par le droit de l'Union et les législations et pratiques nationales.

Article II-35: Protection de la santé

Toute personne a le droit d'accéder à la prévention en matière de santé et de bénéficier de soins médicaux dans les conditions établies par les législations

Niveau élevé de protection de la santé

et pratiques nationales. Un niveau élevé de protection de la santé humaine est assuré dans la définition et la mise en œuvre de toutes les politiques et actions de l'Union.

Article II-36: Accès aux services d'intérêt économique général

Accès aux services d'intérêt général dans les limites du droit de l'Union

L'Union reconnaît et respecte l'accès aux services d'intérêt économique général tel qu'il est prévu par les législations et pratiques nationales, conformément à la Constitution, afin de promouvoir la cohésion sociale et territoriale de l'Union.

Environnement

Article II-37: Protection de l'environnement

Un niveau élevé de protection de l'environnement, et non le "plus haut" niveau de protection de l'environnement

Un niveau élevé de protection de l'environnement et l'amélioration de sa qualité doivent être intégrés dans les politiques de l'Union et assurés conformément au principe du développement durable.

Un niveau élevé de protection des consommateurs, et non le "plus haut" niveau de protection des consommateurs

Article II-38: Protection des consommateurs

Un niveau élevé de protection des consommateurs est assuré dans les politiques de l'Union.

TITRE V: CITOYENNETÉ

Article II-39:

Droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen

Droit de vote et d'éligibilité aux élections au PE dans le pays dans lequel on réside

1. Tout citoyen ou toute citoyenne de l'Union a le droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen dans l'État membre où il ou elle réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État.

Élections au suffrage direct et secret

2. Les membres du Parlement européen sont élus au suffrage universel direct, libre et secret.

Droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales - mais pas encore aux élections nationales

Article II-40: Droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales

Tout citoyen ou toute citoyenne de l'Union a le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales dans l'État membre où il ou elle réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État.

Bonne administration

*Citoyens traités
impartialement,
équitablement et dans
un délai raisonnable*

*Ces droits comportent :
- le droit d'être entendu*

- le droit d'accès

*- l'obligation de
motiver les décisions*

*Droit à la réparation
des dommages causés
par l'Union*

*Droit de s'adresser aux
institutions dans une
des langues de la
Constitution et de
recevoir une réponse
dans la même langue*

Accès aux documents

*(mais seulement si les
lois de l'Union le
permettent)*

Médiateur

*- enquête sur les cas de
mauvaise
administration
(cf. article I-48
concernant le
médiateur dans la
partie I)*

Article II-41: Droit à une bonne administration

1. Toute personne a le droit de voir ses affaires traitées impartialement, équitablement et dans un délai raisonnable par les institutions, organes et agences de l'Union.
2. Ce droit comporte notamment:
 - a) le droit de toute personne d'être entendue avant qu'une mesure individuelle qui l'affecterait défavorablement ne soit prise à son encontre;
 - b) le droit d'accès de toute personne au dossier qui la concerne, dans le respect des intérêts légitimes de la confidentialité et du secret professionnel et des affaires;
 - c) l'obligation pour l'administration de motiver ses décisions.
3. Toute personne a droit à la réparation par l'Union des dommages causés par les institutions, ou par ses agents dans l'exercice de leurs fonctions, conformément aux principes généraux communs aux droits des États membres.
4. Toute personne peut s'adresser aux institutions de l'Union dans une des langues de la Constitution et doit recevoir une réponse dans la même langue.

Article II-42: Droit d'accès aux documents

Tout citoyen ou toute citoyenne de l'Union ou toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un État membre a un droit d'accès aux documents des institutions, organes et agences de l'Union, quelle que soit la forme sous laquelle ils sont produits.

Article II-43: Médiateur européen

Tout citoyen ou toute citoyenne de l'Union ou toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un État membre a le droit de saisir le médiateur européen de cas de mauvaise administration dans l'action des institutions, organes ou agences de l'Union, à l'exclusion de la Cour de justice européenne et du Tribunal de Grande instance dans l'exercice de leurs fonctions juridictionnelles.

Pétition devant le PE

Les citoyens de l'UE ont un droit de pétition

Article II-44: Droit de pétition

Tout citoyen ou toute citoyenne de l'Union ou toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un État membre a le droit de pétition devant le Parlement européen.

Liberté de circulation et de séjour

Ce même droit peut être accordé aux ressortissants de pays tiers résidant dans l'Union

Article II-45: Liberté de circulation et de séjour

1. Tout citoyen ou toute citoyenne de l'Union a le droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres.

2. La liberté de circulation et de séjour peut être accordée, conformément à la Constitution, aux ressortissants de pays tiers résidant légalement sur le territoire d'un État membre.

Protection assurée par les autorités diplomatiques des États membres

Article II-46: Protection diplomatique et consulaire

Tout citoyen ou toute citoyenne de l'Union bénéficie, sur le territoire d'un pays tiers où l'État membre dont il est ressortissant n'est pas représenté, de la protection des autorités diplomatiques et consulaires de tout État membre dans les mêmes conditions que les nationaux de cet État.

TITRE VI: JUSTICE

Recours effectifs, procès équitable en cas de violation des droits et libertés garantis par l'Union

Article II-47: Droit à un recours effectif et à accéder à un tribunal impartial

Toute personne dont les droits et libertés garantis par le droit de l'Union ont été violés a droit à un recours effectif devant un tribunal dans le respect des conditions prévues au présent article.

Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable par un tribunal indépendant et impartial, établi préalablement par la loi. Toute personne a la possibilité de se faire conseiller, défendre et représenter.

Une aide juridictionnelle est accordée à ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes, dans la mesure où cette aide serait nécessaire pour assurer l'effectivité de l'accès à la justice.

Présomption d'innocence

Droit d'être défendu

Article II-48: Présomption d'innocence et droits de la défense

1. Tout accusé est présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie.

2. Le respect des droits de la défense est garanti à tout accusé.

Principe de légalité

*Absence d'effet
rétroactif*

*Ne porte pas atteinte
aux affaires basées sur
les principes généraux*

*Peine proportionnelle à
l'infraction*

*Punition applicable une
seule fois*

*Interdiction de punir
plusieurs fois pour une
même infraction*

Champ d'application :

*La Charte s'applique
aux institutions,
organes et agences de
l'Union, ainsi qu'aux
États membres
lorsqu'ils mettent en
œuvre le droit de
l'Union*

*La Charte ne modifie
pas les compétences et
les tâches de l'Union ni
n'en crée de nouvelles*

*Possibilité d'apporter
des limitations aux
droits fondamentaux
seulement si elles*

Article II-49: Principes de légalité et de proportionnalité des délits et des peines

1. Nul ne peut être condamné pour une action ou une omission qui, au moment où elle a été commise, ne constituait pas une infraction d'après le droit national ou le droit international. De même, il n'est infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise. Si, postérieurement à cette infraction, la loi prévoit une peine plus légère, celle-ci doit être appliquée.

2. Le présent article ne porte pas atteinte au jugement et à la punition d'une personne coupable d'une action ou d'une omission qui, au moment où elle a été commise, était criminelle d'après les principes généraux reconnus par l'ensemble des nations.

3. L'intensité des peines ne doit pas être disproportionnée par rapport à l'infraction.

Article II-50: Droit à ne pas être jugé ou puni pénalement deux fois pour une même infraction

Nul ne peut être poursuivi ou puni pénalement en raison d'une infraction pour laquelle il a déjà été acquitté ou condamné dans l'Union par un jugement pénal définitif conformément à la loi.

TITRE VII: DISPOSITIONS GÉNÉRALES RÉGISSANT L'INTERPRÉTATION ET L'APPLICATION DE LA CHARTE

Article II-51: Champ d'application

1. Les dispositions de la présente Charte s'adressent aux institutions, organes et agences de l'Union dans le respect du principe de subsidiarité, ainsi qu'aux États membres uniquement lorsqu'ils mettent en œuvre le droit de l'Union. En conséquence, ils respectent les droits, observent les principes et en promeuvent l'application, conformément à leurs compétences respectives et dans le respect des limites des compétences de l'Union telles qu'elles lui sont conférées dans les autres parties de la Constitution..

2. La présente Charte n'étend pas le champ d'application du droit de l'Union au-delà des compétences de l'Union, ni ne crée aucune compétence ni aucune tâche nouvelles pour l'Union et ne modifie pas les compétences et tâches définies dans les autres parties de la Constitution.

Article II-52: Portée et interprétation des droits et des principes

1. Toute limitation de l'exercice des droits et libertés reconnus par la présente Charte doit être prévue par la loi et respecter le contenu essentiel desdits droits et libertés. Dans le respect du principe de proportionnalité, des limitations ne peuvent être apportées que si elles sont nécessaires et

répondent à des objectifs d'intérêt général de l'Union et si elles sont prévues par la loi

Droits dans les limites des traités

Interprétés sur la base de la Convention des droits de l'homme, mais l'Union peut accorder une protection plus étendue

Interprétés selon les traditions constitutionnelles communes des États membres

Les principes peuvent être mis en œuvre par l'Union.

La légalité des actes de l'Union peut être contrôlée devant le juge

Prise en compte intégrale des législations et pratiques nationales

La Charte ne peut être interprétée que comme renforçant le niveau de protection des droits de l'homme.

Interdiction de se livrer à des activités visant à

répondent effectivement à des objectifs d'intérêt général reconnus par l'Union ou au besoin de protection des droits et libertés d'autrui.

2. Les droits reconnus par la présente Charte qui font l'objet de dispositions dans d'autres parties de la Constitution s'exercent dans les conditions et limites définies par les parties en question.

3. Dans la mesure où la présente Charte contient des droits correspondant à des droits garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, leur sens et leur portée sont les mêmes que ceux que leur confère ladite convention. Cette disposition ne fait pas obstacle à ce que le droit de l'Union accorde une protection plus étendue.

4. Dans la mesure où la présente Charte reconnaît des droits fondamentaux tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux États membres, ces droits doivent être interprétés en harmonie avec lesdites traditions.

5. Les dispositions de la présente Charte qui contiennent des principes peuvent être mises en œuvre par des actes législatifs et exécutifs pris par les institutions et organes de l'Union, et par des actes des États membres lorsqu'ils mettent en œuvre le droit de l'Union, dans l'exercice de leurs compétences respectives. Leur invocation devant le juge n'est admise que pour l'interprétation et le contrôle de la légalité de tels actes.

6. Les législations et pratiques nationales doivent être pleinement prises en compte comme précisé dans la présente Charte.

Article II-53: Niveau de protection

Aucune disposition de la présente Charte ne doit être interprétée comme limitant ou portant atteinte aux droits de l'homme et libertés fondamentales reconnus, dans leur champ d'application respectif, par le droit de l'Union, le droit international et les conventions internationales auxquelles sont parties l'Union, la Communauté ou tous les États membres, et notamment la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que par les constitutions des États membres.

Article II-54: Interdiction de l'abus de droit

Aucune des dispositions de la présente Charte ne doit être interprétée comme impliquant un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un

*détruire les droits et
libertés garantis par la
Charte*

acte visant à la destruction des droits ou libertés reconnus dans la présente Charte ou à des limitations plus amples des droits et libertés que celles qui sont prévues par la présente Charte.

**DISPOSITIONS
FINALES**

**Abrogation des traités
antérieurs**

*Tous les traités
antérieurs, y compris
les protocoles,
disparaissent à moins
d'être répétés dans la
présente Constitution*
Continuité juridique

*Tous les droits et
obligations sont
maintenus à moins
d'être en violation de
cette nouvelle
Constitution qui a la
primauté absolue.*

*Maintien de la
jurisprudence*

**Couverture
géographique**

Tous les États membres

*Départements français
d'outre-mer
Açores, Madère
îles Canaries*

**PARTIE IV
DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES**

Article IV-1 Article IV-1:
Abrogation des traités antérieurs

À la date d'entrée en vigueur du traité instituant la Constitution, sont abrogés le traité instituant la Communauté européenne et le traité sur l'Union européenne, ainsi les actes et traités qui les ont complétés ou modifiés et qui figurent dans le Protocole annexé au traité instituant la Constitution.

Article IV-2: Continuité juridique par rapport à la Communauté
européenne et à l'Union européenne

L'Union européenne succède aux Communautés européennes et à l'Union dans tous les droits et obligations de celles-ci, qu'ils soient internes ou résultent d'accords internationaux, nés avant l'entrée en vigueur du traité instituant la Constitution en vertu des traités, protocoles et actes antérieurs, y compris tous les éléments du patrimoine actif et passif des Communautés et de l'Union, ainsi que leurs archives.

Les dispositions des actes des Institutions de l'Union, adoptés en vertu des traités et actes mentionnés au premier paragraphe, demeurent en vigueur dans les conditions prévues dans le Protocole annexé au traité instituant la Constitution. La jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes est maintenue en tant que source d'interprétation du droit de l'Union.

Article IV-3: Champ d'application territoriale

1. Le traité instituant la Constitution s'applique au Royaume de Belgique, au Royaume de Danemark, à la République fédérale d'Allemagne, à la République hellénique, au Royaume d'Espagne, à la République française, à l'Irlande, à la République italienne, au Grand-Duché de Luxembourg, au Royaume des Pays-Bas, à la République d'Autriche, à la République portugaise, à la République de Finlande, au Royaume de Suède et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et ...

2. Le traité instituant la Constitution est applicable aux départements français d'outre-mer, aux Açores, à Madère et aux îles Canaries conformément à l'article III-326 de la Partie III.

3. Les pays et territoires d'outre-mer dont la liste figure à [l'annexe II

<i>Association</i>	du TCE] font l'objet du régime spécial d'association défini dans [la quatrième partie du TCE] partie du traité instituant la Constitution.
<i>Pays d'outre-mer du Royaume-Uni non visés</i>	Le traité instituant la Constitution ne s'applique pas aux pays et territoires d'outre-mer entretenant des relations particulières avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord qui ne sont pas mentionnés dans la liste précitée.
<i>S'applique aux territoires européens dont la représentation extérieure est assurée par l'Union</i>	4. Le traité instituant la Constitution s'applique aux territoires européens dont un État membre assume les relations extérieures.
<i>Îles Åland</i>	5. Le traité instituant la Constitution s'applique aux îles Åland conformément aux dispositions figurant au protocole n° 2 de l'acte relatif aux conditions d'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède.
<i>Ne s'applique pas aux îles Féroé (ou Groenland puisqu'il s'agit d'un territoire non européen)</i>	6. Par dérogation aux paragraphes précédents:
<i>Ne s'applique pas aux zones de souveraineté du Royaume-Uni à Chypre</i>	a) le traité instituant la Constitution ne s'applique pas aux îles Féroé;
<i>S'applique en partie à l'île de Man et aux îles Anglo-normandes</i>	b) le traité instituant la Constitution ne s'applique pas aux zones de souveraineté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Chypre;
Unions régionales	Article IV-4: Unions régionales
<i>L'union entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas est acceptée, Aucune allusion à l'union nordique</i>	Le traité instituant la Constitution ne fait pas obstacle à l'existence et à l'accomplissement des unions régionales entre la Belgique et le Luxembourg, ainsi qu'entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays Bas, dans la mesure où les objectifs de ces unions régionales ne sont pas atteints en application dudit traité.
Protocoles	Article IV-5: Protocoles
<i>Les anciens protocoles disparaissent s'ils ne sont pas répétés ici</i>	Les protocoles annexés au présent traité en font partie intégrante.

Modification du traité

Article IV-6:

Procédure de révision du traité instituant la Constitution

Les États membres, le PE et la Commission peuvent présenter des propositions d'amendements

1. Le gouvernement de tout État membre, le Parlement européen ou la Commission, peut soumettre au Conseil des ministres des projets tendant à la révision du traité instituant la Constitution. Ces projets sont notifiés aux Parlements nationaux des États membres.

Le Conseil européen décide à la majorité simple s'il y a lieu de convoquer une Convention

2. Si le Conseil européen, après consultation du Parlement européen et de la Commission, adopte à la majorité simple une décision favorable à l'examen des modifications proposées, le Président du Conseil européen convoque une Convention composée de représentants des Parlements nationaux des États membres, des chefs d'État ou de gouvernement des États membres, du Parlement européen et de la Commission. La Banque centrale européenne est également consultée dans le cas de modifications institutionnelles dans le domaine monétaire. Le Conseil européen peut décider à la majorité simple de ne pas convoquer la Convention dans le cas de modifications dont l'ampleur ne le justifie pas. Dans ce dernier cas, le Conseil européen établit le mandat pour la Conférence des représentants des gouvernements des États membres.

La Convention examine

La Convention examine les projets de révision et adopte par consensus une recommandation à la Conférence des représentants des gouvernements des États membres prévue au paragraphe 3.

L'issue doit être déterminée "d'un commun accord"

3. La Conférence des représentants des gouvernements des États membres est convoquée par le président du Conseil des ministres en vue d'arrêter d'un commun accord les modifications à apporter au traité instituant la Constitution.

Ratification par tous les États membres

Les amendements entreront en vigueur après avoir été ratifiés par tous les États membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

Décision politique des Premiers ministres si jusqu'à 20 % des États membres n'ont pas procédé à la ratification dans un délai de 2 ans

4. Si à l'issue d'un délai de deux ans à compter de la signature du traité modifiant le traité instituant la Constitution, les quatre cinquièmes des États membres ont ratifié ledit traité et qu'un ou plusieurs États membres ont rencontré des difficultés pour procéder à ladite ratification, le Conseil européen se saisit de la question.

Adoption, ratification et entrée en vigueur

Article IV-7: Adoption, ratification et entrée en vigueur du traité instituant la Constitution

Ratification par tous les États membres de l'UE. Les instruments de ratification (une lettre)

1. Le traité instituant la Constitution sera ratifié par les Hautes Parties Contractantes, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. Les instruments de ratification seront déposés auprès du gouvernement de la République italienne.

<i>doivent être déposés à Rome</i>	2. Le traité instituant la Constitution entrera en vigueur le ..., à condition que tous les instruments de ratification aient été déposés, ou, à défaut, le premier jour du mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification de l'État signataire qui procédera le dernier à cette formalité.
<i>Date</i>	
Durée	Article IV-8: Durée
Durée illimitée	Le traité instituant la Constitution est conclu pour une durée illimitée.
Langues	Article IV-9: Langues (Cet article devra être adapté conformément à l'Acte d'adhésion.)
<i>Toutes les versions sont égales, (mais il est recommandé de consulter la version française en cas de doute quant à l'interprétation)</i>	Le traité instituant la Constitution rédigé en un exemplaire unique, en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, française, finnoise, grecque, irlandaise, italienne, néerlandaise, portugaise, suédoise, [tchèque, estonien, letton, lituanien, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène], les textes établis dans chacune de ces langues faisant également foi, sera déposé dans les archives du gouvernement de la République italienne, qui remettra une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements des autres États signataires.

PROTOCOLE SUR LE RÔLE DES PARLEMENTS NATIONAUX DANS L'UNION EUROPÉENNE

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

L'organisation des parlements nationaux est une question purement nationale....

RAPPELANT que la manière dont les différents parlements nationaux exercent leur contrôle sur leur propre gouvernement pour ce qui touche aux activités de l'Union relève de l'organisation et de la pratique constitutionnelles propres à chaque État membre,

... mais l'Union souhaiterait les encourager à participer aux activités de l'UE.

DÉSIREUSES, cependant, d'encourager une participation accrue des parlements nationaux aux activités de l'Union européenne et de renforcer leur capacité à exprimer leur point de vue sur les propositions législatives ainsi que sur d'autres questions qui peuvent présenter pour eux un intérêt particulier,

ONT ADOPTÉ les dispositions ci-après, qui sont annexées à la Constitution:

I. Informations destinées aux parlements nationaux des États membres

Les parlements nationaux reçoivent tous les documents de stratégie élaborés par la Commission en même temps que le PE et le Conseil.

1. Tous les documents de consultation de la Commission (livres verts, livres blancs et communications) sont transmis directement par la Commission aux parlements nationaux des États membres lors de leur publication. La Commission envoie également aux parlements nationaux des États membres le programme législatif annuel ainsi que tout autre instrument de programmation législative ou de stratégie politique qu'elle présenterait au Parlement européen et au Conseil des ministres, en même temps qu'elle les envoie à ces institutions.

Il en va de même pour les propositions législatives.

2. Toutes les propositions législatives adressées au Parlement européen et au Conseil des ministres sont envoyées simultanément aux parlements nationaux des États membres.

Les parlements nationaux peuvent adresser un avis motivé concernant les principes de subsidiarité et de proportionnalité.

3. Les parlements nationaux des États membres peuvent adresser aux Présidents du Parlement européen, du Conseil des ministres et de la Commission un avis motivé concernant la conformité d'une proposition législative avec le principe de subsidiarité, selon la procédure prévue dans le Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité..

Six semaines doivent s'écouler entre le moment où une proposition est mise à disposition et la date à laquelle elle est inscrite

4. Un délai de six semaines s'écoule entre le moment où une proposition législative est mise par la Commission à la disposition du Parlement européen, du Conseil des ministres et des parlements nationaux des États membres dans les langues officielles de l'Union européenne et la date à laquelle elle est inscrite à l'ordre du jour du Conseil en vue de son adoption ou de l'adoption d'une position dans le cadre d'une procédure

à l'ordre du jour du Conseil.

10 jours doivent s'écouler entre l'inscription d'une proposition à l'ordre du jour et l'adoption d'une position à son sujet

Les parlements nationaux reçoivent les procès-verbaux des sessions législatives du Conseil en même temps que les gouvernements nationaux.

Les parlements nationaux sont informés en cas de modifications des procédures de vote.

En cas de passage de l'unanimité à la majorité qualifiée, les parlements sont informés au moins quatre mois à l'avance

Ils doivent également recevoir simultanément le rapport de la Cour des comptes.

Cela vaut pour les deux chambres dans le cas des parlements bicaméraux

Le PE et les parlements nationaux définissent les modalités de leur coopération.

La Conférence des organes spécialisés dans les affaires

législatives, des exceptions étant possibles pour des raisons d'urgence, dont les motifs doivent être exposés dans l'acte ou la position du Conseil. Sauf dans des cas urgents dûment motivés, aucun accord ne peut être constaté sur une proposition législative au cours de ces six semaines. Dix jours doivent s'écouler entre l'inscription d'une proposition à l'ordre du jour du Conseil et l'adoption d'une position.

5. Les ordres du jour et les résultats des sessions du Conseil des ministres, y compris les procès-verbaux des sessions au cours desquelles le Conseil des ministres délibère sur des propositions législatives, sont communiqués directement aux parlements nationaux des États membres, en même temps qu'aux gouvernements des États membres.

6. Lorsque le Conseil européen envisage de se prévaloir de la disposition de l'article I-24, paragraphe 4, premier alinéa, de la Constitution, les parlements nationaux sont informés préalablement à toute décision.

Lorsque le Conseil européen envisage de se prévaloir de la disposition de l'article I-24, paragraphe 4, deuxième alinéa, de la Constitution, les parlements nationaux sont informés au moins quatre mois avant qu'une décision soit prise..

7. La Cour des comptes envoie à titre d'information son rapport annuel aux parlements nationaux des États membres, en même temps qu'au Parlement européen et au Conseil des ministres.

8. Dans les cas des parlements nationaux bicaméraux, ces dispositions s'appliquent aux deux chambres.

II. Coopération interparlementaire

9. Le Parlement européen et les parlements nationaux définissent ensemble comment organiser et promouvoir de façon efficace et régulière la coopération interparlementaire au sein de l'Union européenne.

10. La Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires peut soumettre toute contribution qu'elle juge appropriée à l'attention du Parlement européen, du Conseil des ministres et de la

*communautaires
(COSAC)
- peut adresser toute
contribution qu'elle
juge appropriée au PE,
au Conseil et à la
Commission.*

Commission. Cette Conférence promeut en outre l'échange d'informations et de meilleures pratiques entre les parlements des États membres et le Parlement européen, y compris entre leurs commissions spécialisées. La Conférence peut également organiser des conférences inter-parlementaires sur des thèmes particuliers, notamment pour débattre des questions de la politique étrangère et de sécurité commune et de la politique de sécurité et de défense commune. Les contributions de la Conférence ne lient en rien les parlements nationaux ni ne préjugent leur position.

**PROTOCOLE SUR L'APPLICATION DES PRINCIPES DE
SUBSIDIARITÉ ET DE PROPORTIONNALITÉ**

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

DÉSIREUSES de faire en sorte que les décisions soient prises le plus près possible des citoyens de l'Union;

DÉTERMINÉES à fixer les conditions d'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité énoncées à l'article I-9 de la Constitution, ainsi qu'à établir un système de contrôle de l'application par les institutions dudit principe,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées à la Constitution

Toutes les institutions veillent au respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité.

La Commission procède à de vastes consultations avant de proposer un acte législatif.

Le PE, le Conseil et la Commission envoient les documents législatifs aux parlements nationaux.

La Commission motive ses propositions au regard des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Les raisons doivent comporter :

- l'appréciation de l'incidence financière,
- les raisons pour

1. Chaque institution veille de manière continue au respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité définis à l'article I-9 de la Constitution.

2. Avant de proposer un acte législatif, la Commission procède à de larges consultations. Ces consultations doivent tenir compte, le cas échéant, de la dimension régionale et locale des actions envisagées. En cas d'urgence exceptionnelle, la Commission ne procède pas à ces consultations. Elle motive sa décision dans sa proposition.

3. La Commission envoie toutes ses propositions législatives ainsi que ses propositions modifiées aux parlements nationaux des États membres en même temps qu'au législateur de l'Union. Dès leur adoption, les résolutions législatives du Parlement européen et les positions du Conseil des ministres sont envoyées par ceux-ci aux parlements nationaux des États membres.

4. La Commission motive sa proposition au regard des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Toute proposition législative devrait comporter une fiche contenant des éléments circonstanciés permettant de formuler une appréciation quant au respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Cette fiche devrait comporter des éléments d'appréciation de son impact sur le plan financier et, lorsqu'il s'agit d'une loi-cadre, de son implication sur la réglementation à mettre en œuvre par les États membres, y compris, le cas échéant, la législation régionale. Les raisons permettant de conclure qu'un objectif de l'Union peut être mieux atteint au niveau de celle-ci doivent s'appuyer sur des indicateurs

lesquelles un objectif peut être "mieux atteint au niveau de l'Union", - la prise en compte de toute charge.

Tout parlement ou toute chambre d'un parlement peut adresser un avis motivé en cas de violation du principe de subsidiarité.

Signal d'alarme : Si les parlements qui adressent un avis motivé représentent 1/3 des voix, la Commission doit réexaminer sa proposition - les parlements monocaméraux ont deux voix tandis que chaque chambre d'un système bicaméral dispose d'une voix.

La Commission doit motiver sa décision de ne pas suivre l'avis motivé.

Mais la Commission décide seule.

Les États membres peuvent introduire des recours pour violation du principe de subsidiarité devant la Cour.

Le Comité des régions peut faire de même

qualitatifs et, chaque fois que c'est possible, quantitatifs. La Commission tient compte de la nécessité de faire en sorte que toute charge, financière ou administrative, incombant à l'Union, aux gouvernements nationaux, aux autorités régionales ou locales, aux opérateurs économiques et aux citoyens soit le moins élevée possible et à la mesure de l'objectif à atteindre.

5. Tout parlement national d'un État membre ou toute chambre d'un parlement national peut, dans un délai de six semaines à compter de la date de transmission de la proposition législative de la Commission, adresser aux Présidents du Parlement européen, du Conseil des ministres et de la Commission un avis motivé contenant les raisons pour lesquelles il estimerait que la proposition en cause n'est pas conforme au principe de subsidiarité. Il appartient à chaque parlement national ou à chaque chambre d'un parlement national de consulter, le cas échéant, les parlements régionaux possédant des pouvoirs législatifs.

6. Le Parlement européen, le Conseil des ministres et la Commission tiennent compte des avis motivés adressés par les parlements nationaux des États membres ou par une chambre de ces parlements.

Les parlements nationaux des États membres ayant un système parlementaire monocaméral disposent de deux voix tandis que chacune des chambres d'un système parlementaire bicaméral dispose d'une voix.

Dans le cas où les avis motivés sur le non-respect par une proposition de la Commission du principe de subsidiarité représenteraient au moins un tiers de l'ensemble des voix attribuées aux parlements nationaux des États membres et aux chambres des parlements nationaux, la Commission est tenue de réexaminer sa proposition. Ce seuil est d'au moins un quart lorsqu'il s'agit d'une proposition de la Commission ou d'une initiative émanant d'un groupe d'États membres dans le cadre des dispositions de l'article III-160 de la Constitution relatif à l'espace de liberté, de sécurité et de justice.

À l'issue de ce réexamen la Commission peut décider, soit de maintenir sa proposition, soit de la modifier, soit de la retirer. La Commission motive sa décision.

7. La Cour de justice est compétente pour connaître des recours pour violation par un acte législatif du principe de subsidiarité introduits, conformément aux modalités prévues à l'article III-266 de la Constitution, par les États membres ou transmis par ceux-ci conformément à leur ordre juridique au nom de leur parlement national ou d'une chambre de celui-ci.

Conformément au même article de la Constitution, de tels recours peuvent aussi être introduits par le Comité des régions concernant des actes législatifs pour l'adoption desquels la Constitution prévoit sa consultation.

*lorsqu'il est consulté
sur des actes législatifs.*

*La Commission
présente un rapport
annuel sur l'application
du principe de
subsidiarité.*

8. La Commission présente chaque année au Conseil européen, au Parlement européen, au Conseil des ministres et aux parlements nationaux des États membres un rapport sur l'application de l'article I-9 de la Constitution. Ce rapport annuel est également transmis au Comité des régions et au Comité économique et social.

**PROTOCOLE SUR LA REPRÉSENTATION DES CITOYENNES
ET DES CITOYENS AU PARLEMENT EUROPÉEN ET LA
PONDÉRATION DES VOIX AU CONSEIL EUROPÉEN ET AU
CONSEIL DES MINISTRES**

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES

ONT ADOPTÉ les dispositions ci-après, qui sont annexées au traité instituant une Constitution pour l'Europe:

ARTICLE 1: Dispositions concernant le Parlement européen

*Sièges par État membre
Changements suite à
l'élargissement*

1. Tout au long de la législature 2004-2009, le nombre des représentants au Parlement européen élus dans chaque État membre est le suivant:

Belgique	24
République tchèque	24
Danemark	14
Allemagne	99
Estonie	6
Grèce	24
Espagne	54
France	78
Irlande	13
Italie	78
Chypre	6
Lettonie	9
Lituanie	13
Luxembourg	6
Hongrie	24
Malte	5
Pays-Bas	27
Autriche	18
Pologne	54
Portugal	24
Slovénie	7
Slovaquie	14
Finlande	14
Suède	19
Royaume-Uni	78

ARTICLE 2

**Dispositions concernant la pondération des voix au Conseil européen
et au Conseil des ministres**

*Application jusqu'en
2009*

1. Les dispositions suivantes sont en vigueur jusqu'au 1^{er} novembre 2009, sans préjudice de l'article I- 24 de la Constitution.

Voix des États membres

Pour les délibérations du Conseil européen et du Conseil des ministres qui requièrent une majorité qualifiée, les voix des membres sont affectées de la pondération suivante:

Belgique	12
République tchèque	12
Danemark	7
Allemagne	29
Estonie	4
Grèce	12
Espagne	27
France	29
Irlande	7
Italie	29
Chypre	4
Lettonie	4
Lituanie	7
Luxembourg	4
Hongrie	12
Malte	3
Pays-Bas	13
Autriche	10
Pologne	27
Portugal	12
Slovénie	4
Slovaquie	7
Finlande	7
Suède	10
Royaume-Uni	29

Majorité qualifiée

1. 232 voix favorables sur 321

2. majorité des États membres

3. 62 % de la population

Les délibérations sont acquises si elles ont recueilli au moins 232 voix exprimant le vote favorable de la majorité des membres, lorsque, en vertu de la Constitution, elles doivent être prises sur proposition de la Commission. Dans les autres cas, les délibérations sont acquises si elles ont recueilli au moins 232 voix exprimant le vote favorable d'au moins deux tiers des membres.

Un membre du Conseil européen ou du Conseil des ministres peut demander que, lorsqu'une décision est prise par le Conseil européen ou par le Conseil des ministres à la majorité qualifiée, il soit vérifié que les États membres constituant cette majorité qualifiée représentent au moins 62 % de la population totale de l'Union. S'il s'avère que cette condition n'est pas remplie, la décision en cause n'est pas adoptée.

Adaptation suite à l'élargissement selon les principes du traité de Nice

2. Pour les adhésions ultérieures, le seuil visé au paragraphe précédent est calculé de manière à ce que le seuil de la majorité qualifiée exprimée en voix ne dépasse pas celui qui résulte du tableau figurant dans la déclaration relative à l'élargissement de l'Union européenne, inscrite

| dans l'acte final de la Conférence qui a arrêté le traité de Nice.

DÉCLARATION

annexée au Protocole sur la représentation des citoyennes et des citoyens au Parlement européen et la pondération des voix au Conseil européen et au Conseil des Ministres

Nombre de sièges au PE :

Roumanie : 33

Bulgarie : 17

La position commune que prendront les États membres de l'Union européenne lors des conférences d'adhésion à l'Union européenne de la Roumanie et/ou de la Bulgarie en ce qui concerne la répartition des sièges au Parlement européen et la pondération des voix au Conseil européen et au Conseil des ministres est la suivante. Si l'adhésion de la Roumanie et/ou de la Bulgarie à l'Union européenne a lieu avant l'entrée en vigueur de la décision du Conseil européen visée à l'article I-19, paragraphe 2, de la Constitution, le nombre de leurs représentants élus au Parlement européen sera calculé sur la base des chiffres respectifs de 33 et 17, corrigés selon la même formule que celle ayant déterminé le nombre des représentants au Parlement européen de chaque État membre tel qu'indiqué dans le Protocole sur la représentation des citoyennes et des citoyens au Parlement européen et la pondération des voix au Conseil européen et au Conseil des ministres.

Le traité d'adhésion à l'Union européenne pourra prévoir, par dérogation à l'article I-19, paragraphe 2, de la Constitution que le nombre des membres du Parlement européen peut temporairement dépasser 736 pendant le reste de la législature 2004 - 2009.

Pondération des voix

Roumanie : 14

Bulgarie : 10

Sans préjudice de l'article I-24, paragraphe 2, de la Constitution, la pondération des voix de la Roumanie et de la Bulgarie au Conseil européen et au Conseil des ministres est respectivement de 14 et 10 jusqu'au 1^{er} novembre 2009. À chaque adhésion, le seuil visé dans le Protocole sur la représentation des citoyennes et des citoyens au Parlement européen et la pondération des voix au Conseil européen et au Conseil des ministres est fixé par le Conseil.

Index

Note explicative :

- le numéro placé avant le tiret indique la partie de la Constitution dans laquelle l'article se trouve ;
- le premier numéro placé après le tiret indique l'article ;
- le numéro après la virgule indique le paragraphe.

Exemple : I-3,5 correspond à l'article 3, paragraphe 5, de la Partie I

Index

Abrogation des traités IV-1

Accès aux documents I- 49,3-5, II-42

 protection des données à caractère personnel I-50, II-8

Actes

 actes juridiques I-32

 actes législatifs I-33

 actes non législatifs I-34

 règlements délégués (actes) I-35

Actes d'exécution I-36

 décisions I-36.4

 défense I.40

 politique étrangère et de sécurité commune I-39

 règlements I-36.4

Actes juridiques I- 32-33

Actes législatifs I-32 to I-33; I- 37.1

Actes non législatifs I- 34

Actions collectives II-28

Actions d'appui I 11.5 et I- 16.2

Administration

 droit à une bonne administration II-41

 mauvaise administration I-48, II-43

Adoption du traité VI-7

Agence de l'armement I-40.3

Agriculture comme compétence partagée I- 13.2

Aide humanitaire I-13.4

Appartenance I- 1.2; I- 57-58

Asile, droit II-18

Avis I-32.1

Banque centrale européenne (BCE) I-29

Bien-être I- 3.1

Budget I- 52-55

Cadre financier pluriannuel I-54

Catastrophe I-42.1b

Catégories de compétences I-11

Censure de la Commission I-25.5

Champ d'application

 de la Charte II-51

- de la Constitution IV-3
- Charte des droits fondamentaux I-7 et Partie II
- Charte, interdiction de l'abus de droit II-54
- Charte, interprétation II-51
- Charte, limitation de son champ d'application II-52, II-53
- Citoyens de l'Union I-8, II-46
- Clause de flexibilité I- 17
- Clause de solidarité I- 42
- Comité des régions I- 31
- Comité économique et social I-31
- Commissaires, avec et sans droit de vote I-25.3
- Commission européenne I-25 to I-27.
 - censure I-25.5
 - indépendance I-25.4
 - monopole d'initiative I-25.2
 - présidence I-26
 - rôle I-25.1
- Compétences de l'Union
 - actions d'appui I-16
 - catégories de compétences I-11.1
 - clause de flexibilité I-17
 - compétences exclusives I-12
 - compétences partagées I-13
 - coordination des politiques économiques et de l'emploi I-14
 - politique étrangère et de sécurité commune I-15
 - pouvoirs conférés I-9.2
 - primauté du droit de l'Union I-10
 - subsidiarité et proportionnalité I-9.3
- Compétences exclusives I-12
- Compétences partagées I-11.2; I- 13
- Concurrence, libre et non faussée I 3.2
- Conditions d'adhésion I-57
- Conditions de travail II-31
- Conseil des affaires étrangères I-23.3
- Conseil des ministres I-22 to I-23
 - formations I-23
 - présidences I 23.4
- Conseil européen I-20, I- 21, I- 39.2
 - présidence I-21
 - réunions I-20.2-3
- Conseil législatif I-23.1
- Conseil législatif et des affaires générales I-23.1
- Consensus I- 20.4, I- 21.3; I- 23.6
- Constitution
 - adoption IV-7
 - amendements IV-6
 - cessation d'application I-59.3
 - champ d'application IV-3

- continuité juridique IV-2
- durée IV-8
- entrée en vigueur IV-7
- limites de l'intervention de l'Union I-5.5
- ratification IV-7
- Consultations I-46.3
- Continuité juridique IV-2
- Convention européenne des droits de l'homme I-7
- Conventions collectives II-28
- Conviction II-49
- Coopération
 - coopération plus étroite I-40.7
 - coopérations renforcées I-43
 - coopération structurée I 40.6
- Coopération au développement et aide humanitaire I- 13.4
- Coopération loyale I-5.2, I-10.2
- Coopération plus étroite I-40.7
- Coopérations renforcées I-43
- Coopération structurée I-40.6
- Coordination
 - gouvernance économique des membres de la zone euro Annexe II
 - politiques économiques et de l'emploi I-14
- Coordination économique I- 11.3, I- 13.2, 14.1, I- 29.2
- Cour de justice I-7.3; I- 28, II-47
 - Cour de justice européenne I 28.2
 - Tribunal de grande instance I-28.1
 - tribunaux spécialisés I-28.1
- Cour de justice européenne I-28
- Cour des comptes I-30
- Croyance religieuse, liberté de II-10
- Culture I-16.2; II-22
- Décision I- 32.1; I- 36.2
- Décision I- 32.1, I- 38.3; I- 39.3-4 et 7, I- 40.4
- Défense mutuelle I- 40.7
- Définition progressive d'une politique de défense I-40.2
- Démission de la Commission I- 26.3
- Démocratie participative I- 46
- Démocratie représentative I- 45
- Dépenses I-52
- Développement durable I- 3.3
- Développement technologique I-13.3
- Discrimination, interdite I-4.2
- Diversité culturelle II-22
- Diversité religieuse II-22
- Données à caractère personnel, protection des II-8, I-50
- Droit
 - à la liberté II-6
 - à la vie II-1

- à l'éducation II-14
- à un procès équitable II-47
- d'asile II-18
- de choisir sa profession II-15
- de défense II-48
- de diriger une entreprise II-16
- de l'enfant II-24, II-32
- de pétition I-8, II-44
- de propriété II-17
- des citoyens I-8, II-39-46
- de se marier II-9
- des personnes âgées II-25
- des personnes handicapées II 26
- des travailleurs II-27-31
- Droit de l'Union I-10.1
- Droit européen I-32.1
- Droits I- 3.2; I-8.2
- Droits de l'homme I- 2, I-3.4, I-7.2-3, II-53
- Droits des citoyens
 - accès aux documents I-49.3, II-42
 - droit à une bonne administration I-8.2, II-41
 - droit d'éligibilité aux élections I 8.2
 - droit de pétition I-8.2, II-44
 - droit de vote I-8.2, II-40
 - liberté de circulation et de séjour I 8.2, II-45
 - médiateur I 8.2, II-43
 - protection diplomatique I-8.2, II-46
- Droits des travailleurs II 27-31
- Droits fondamentaux I-7.1, Partie II
 - principes du droit de l'Union I-7.3
- Durée du traité/Constitution IV-8
- Éducation I-16.2, II-14
- Égalité I-2; II-20-22
- Égalité démocratique I- 44
- Égalité des sexes I-3.3, II-23
- Églises I- 51
- Élections I- 8.2; I- 19.2; I- 26.2
- Élections municipales II-40
- Emploi I- 3.3
- Enfants I-3.3-4, II-24
- Entrée en vigueur I- 38.2
- Esclavage II-5
- Espace I- 13.3
- Espace de liberté, de sécurité et de justice I-41; I-13.2, II-13
- Établissement I-1
- Établissement, liberté de I-4.1, II-15.2
- États membres et Union I- 5.1; I- 36.1, I- 39.5; I- 41.2-3
- États voisins I- 56

Exécution par la Commission I-25
Exécution par les États membres I-5, I-10.2
Expulsion II-19.1
Famille II-33
Finances de l'Union I-52-55
Forces multinationales I- 40.3
Formation professionnelle I- 16.2
Forme d'actes législatifs I- I- 36.4
Gouvernance économique des membres de la zone euro Annexe II
Handicap II-26
Héritage religieux Préambule de la Partie I
Identités nationales, respect des I-5.1
Indépendance I-25.4; I-28.2; I-29.4
Industrie I- 16.2
Influence des citoyens I- 44-46
Initiative
 monopole de I- 25.2; I- 41.3
 initiative des citoyens I-46.6
Initiative des citoyens I-46.4
Institutions I-18; I-46.1-2
Intégrité de la personne II-3
Intérêts stratégiques I-39.2
Jeunesse I- 16.2
Justice et Affaires intérieures I-41
Langue I-8.2; II-22; IV-9
Liberté II-6, Préambule
Liberté d'entreprise II-16
Liberté de pensée, de conscience et de religion II-10
Liberté de réunion et d'association II-12
Liberté d'établissement I-4, II-15
Liberté d'expression et d'information II-11
Libertés fondamentales I- 4.1
Libre circulation des
 biens I-4
 capitaux I-4
 personnes I-4, II-45
 services I-4
Licenciement injustifié II-30
Limitations génétiques II-3
Limites nationales I- 8.3
Loi-cadre I- 32.1, I- 35
Lois I- 32.1; I- 36.3; I- 38
Majorité qualifiée I- 22.3; I- 24
 Annexe III-2
Majorité super-qualifiée I-24.2
Marché intérieur I-13.2
Marché unique, objectifs
Mariage II-9

Médiateur
 Droit d'avoir un médiateur II-43
 Médiateur européen I- 48, I-8.2
 Médiateur européen I-8.2; I-48
 Ministre des Affaires étrangères I-27
 Missions de maintien de la paix I-40.1
 Modification des traités IV-6
 Moyens I-3.5
 Non confessionnel I- 51.1
 Non-discrimination I- 4.1, II-21
 Objectif de l'Union I-3
 Objectifs sociaux I-3.3, II-34
 Objection de conscience II-10.2
 Organes consultatifs de l'Union I-31
 OTAN I- 40.2
 Paix I-3.1, I-4
 Parlement européen I-19; (voir aussi I-8.2; I-26.3; I-33.1; I-39.6; I- 40.8, II-39)
 droit de pétition I-8.2
 élection au I-19.2
 législation I-19.1
 nombre de représentants I-19.2, Annexe III
 Parlements nationaux
 information de I-17.2, I-24.4, I-41.2, I-57.2, IV-6
 Protocole sur le rôle des parlements nationaux
 Partenaires sociaux I- 47, II-27, II-28
 Partis de l'Union II-12.2
 Partis politiques européens I-45.4
 Pays de la zone euro I-14.2
 Pêche I-13.2
 Peine II-49, II-50
 Peine capitale, peine de mort II-2
 Peine de mort II-2
 Personnalité juridique I-6, I- 29.4
 Personnes âgées II-25
 Pétitions I- 8.2, II-44
 Politique de défense I- 40
 Politique de l'emploi I- 11.3, I- 14.3, II-15
 Politique étrangère et de sécurité I- 11.4; I- 15; I- 39-40
 Politique étrangère et de sécurité commune I- 11.4; I- 15; I- 39-40
 Politique sociale I- 13.2, I- 14.4
 Pondération des voix
 Préambule
 de la Charte des droits fondamentaux Partie II
 de la Constitution Partie I
 Présidence du Conseil européen I-21.1-2 et 4
 Président de la Commission I-26.1-3
 Président du Conseil I-21
 Présomption d'innocence II-48

Primauté du droit de l'Union I-10.1
Principe de légalité I- 18.3
Principe de loyauté I- 5.2
Principe de proportionnalité I-9.4; I- 37.1
Procédures législatives I- 33
Procédures législatives spéciales I-33.2, I 24.4
Proportionnalité
 principe de I-9.4; I- 37.1
 proportionnalité des délits et des peines II-49
Protection civile I- 16.2, I-40.3
Protection des citoyens I- 8.2
Protection des consommateurs I-13.2; II-38
Protection de l'environnement I- 3.3, I- 13.2, II-37
Protection des données à caractère personnel I- 50, II-8
Protection diplomatique I-8, II-46
Protocoles
 Partie de la Constitution IV 5
 rôle des parlements nationaux
 subsidiarité et proportionnalité
Publication et entrée en vigueur I-38.1-2
Ratification IV 6.3, IV-7
Recherche I- 13.3
Recommandation I- 32.1, I- 34.2
Recommandations I-32.1, I-34.2
Règlement I-32.1
 règlement délégué I-35
 règlement d'exécution I-36.4
Règlement intérieur I-49.5
Règlements délégués I- 35
Religion II-22
Réseaux transeuropéens I- 13.2
Respect des lois Préambule de la Partie I
Ressources de l'Union I-53
Retrait de l'Union I-59
Révision du traité IV-6
Santé I-16.2, I-13.2, II-35
Santé publique I- 13.2; I- 16.2, II-35
Science II-3, II-13
Sécurité et assistance sociales II-34
Sécurité et justice I-13.2; I-41
Séjour I- 8.2; II-45
Services de placement II-29
Services d'intérêt général II-36
Solidarité II- 27-38
Sommets I-20.2-3
Sport I-16.2
Stabilité des prix I- 29.2
Subsidiarité I- 9.3; I- 17.2, Protocole

Suffrage universel II-39, II-40
Suspension de l'appartenance I- 58
Suspension des droits d'appartenance I-58
Système européen de banques centrales (SEBC) I-29.1
Terrorisme I-42
Torture II-4
Transparence I- 46.2; I- 49.3-5, II-42, Préambule de la Partie I
Transport I-13.2
Travail des enfants II-32
Tribunal de grande instance I- 28
Tribunaux spécialisés I-28
Unanimité I- 39.8 et I-7 et I 24.4
Union
 appartenance I-1.2, I-57
 compétence I-9, I-11
 établissement I.1
 objectifs I-3
 personnalité juridique I-6
 relation entre l'Union et ses États membres I-5
 retrait I-59
 suspension des droits I-58
 valeurs I-2
Union monétaire
 compétences des États membres non-membres de la zone euro I-29.4
 protocole sur la gouvernance économique des membres de la zone euro Annexe II
Unions régionales IV-6
Valeurs I- 2, I-3.4-5
Véto I- 33.1
Vice-présidents de la Commission I- 26.3
Vie démocratique de l'Union I-44-51
Vie privée, droit à la II-7
Vote à la majorité I- 39.8
Vote au Conseil
 majorité qualifiée I-24.1
 majorité super-qualifiée I-24.2
 pondération des voix Annexe III-1